



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

**Gaza, brisons
le blocus!**

Pages 6 et 7

n°189 - 4 avril 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

Contre la République du fric et des menteurs

démocratie

RÉELLE

maintenant!



Mardi 2 avril, Cahuzac a donc été obligé d'avouer devant les juges et publiquement qu'il avait fraudé et menti. Il l'a fait avec une assurance, une arrogance sans nom, celle des hommes du pouvoir.

Lui, le héraut de la lutte contre la fraude fiscale, le donneur de leçon de rigueur qui a prôné l'austérité à toute la population, aux 5 millions de chômeurs, aux 10 millions de pauvres qui ont moins de 900 euros par mois, non seulement jouit d'une solide fortune mais blanchissait en Suisse l'argent qu'il détournait du fisc!

Les complaisances de l'argent et du pouvoir
«Faute morale impardonnable», s'indigne Hollande alors que Moscovici nie toute «complaisance». Mais qui peut croire que personne n'était au courant? Qui peut croire qu'il a pu tromper tout le monde? Qui peut croire que Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances, n'a pas fait preuve de complaisance?

SUITE PAGE 2

REUTERS/CHARLES PLATAU



Agenda

8 avril, table ronde: «Quelle riposte face au gouvernement et au patronat? Construisons une opposition de gauche», Strasbourg. À l'initiative du NPA67. RV à 20h, Maison des syndicats, 1 place des Orphelins à Strasbourg.

11 avril, réunion autour du livre Hugo Chavez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social à Talence (33). Avec Patrick Guillaudat coauteur avec Pierre Mouterde. À partir de 18h15, présentation du livre et débat à la librairie Georges, 300 cours de la Libération à Talence, près de Bordeaux.

12 avril, meeting du NPA et d'AL «Contre les licenciements, quelles alternatives?», Nantes. Avec entre autres Philippe Poutou. RV à 20h à l'ex-manufacture des Tabacs, bv Stalingrad à Nantes.

16 avril, Les politiques antidrogue sont un fléau. En est-il d'autres possibles?, Paris. Débat organisé par la société Louise-Michel. Avec Anne Coppel, Pierre Chappard et Jean-Pierre Couteron. RV à 19h à la Maison des associations du 10^e, 206 quai de Valmy 75010 Paris, M^o Jaurès ou Louis-Blanc.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

Qui peut croire que, quand il a demandé à Cahuzac de démissionner, Hollande n'était pas au courant? Il n'a même pas affirmé clairement le contraire lors de sa déclaration qui a suivi le conseil des ministres mercredi 3 avril. Il s'est contenté de ne rien dire pour tenter de sauver le peu de crédibilité qu'a son gouvernement face à une impopularité croissante. Et les quelques mesures annoncées ne changeront rien et ne convaincront personne. La complaisance est par trop évidente, celle du pouvoir qui s'affiche dans toutes les affaires qui touchent la droite – Woerth, Lagarde, Tapie ou Sarkozy – et maintenant la gauche. C'est la complaisance de la République «des copains et des coquins», celle de l'argent et du pouvoir. Sarkozy avait parlé de «République exemplaire», Hollande de «République irréprochable»: du baratin et des mots creux tant que les travailleurs et les classes populaires ne mettront pas fin, par leurs mobilisations, à cette collusion du pouvoir et de l'argent.

Petits et gros mensonges d'État

Par delà la médiocrité, la vénalité et la corruption des plus avides, il y a celles des sommets d'un monde politique qui n'est là que pour servir les puissances de l'argent. Les mensonges les plus cyniques sont les révélateurs d'un mensonge d'État qui est à la base de tout le système, de leur République qui prétend servir l'intérêt général alors qu'elle se vend à la poignée de financiers qui dirigent l'économie et se soumettent l'État. Le véritable scandale est qu'après Sarkozy and co, Hollande and co veulent faire croire que lutter contre le chômage et le recul social, c'est satisfaire toutes les volontés de cette minorité parasite. L'affaire Cahuzac, c'est la crise d'un régime où argent et pouvoir ne font qu'un, où les hommes politiques sont liés, soumis ou vendus à la bourgeoisie financière.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

La démocratie maintenant!

La droite et l'extrême droite voudraient tirer bénéfice du discrédit du gouvernement et du choc politique provoqué par cette affaire. Mais les unEs et les autres participent du même monde politique. La droite et l'ancien «président des riches» du Fouquet's traînent une lourde gamelle, et la démagogue milliardaire Le Pen ne vaut pas mieux. Ils ne rêvent que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes. C'est bien tout le système qui est corrompu. Dominée et étouffée, la démocratie se transforme en une machine à bafouer et tromper le peuple. Nous voulons une «démocratie réelle maintenant» comme le clamaient les indignés de l'État espagnol: une démocratie par en bas, celle des travailleurs et du peuple, qui interdise le cumul des mandats, impose le contrôle direct et la révocabilité des éluEs et mette les puissances de l'argent hors d'état de

nuire. Comment pourrait-il y avoir une démocratie réelle quand tous les moyens d'information sont sous le contrôle des principales fortunes, à leur service? Quand l'État lui-même s'est mis volontairement sous la dépendance des capitalistes privés, des banques et groupes financiers auprès desquels il emprunte et auxquels il verse chaque année une rente de plus de 50 milliards d'euros? Pour ne pas laisser la droite extrême et l'extrême droite tirer les marrons du feu, il est urgent que le monde du travail intervienne politiquement pour mettre fin à cette République des riches et impose par ses mobilisations et son organisation un pouvoir qui annule la dette et se débarrasse de la mainmise des capitalistes sur les finances publiques, qui garantisse les droits des travailleurs et de la population et leur permette d'exercer leur contrôle sur la marche de la société et de l'État.

Yvan Lemaître

regards

Propos recueillis par Jacques Babel

Le peuple veut



Entretien. *Intellectuel marxiste originaire du Liban, Gilbert Achcar est enseignant à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres. Il présentera son dernier livre dont le sous-titre est «Une exploration radicale du soulèvement arabe» à la librairie La Brèche (Paris 12^e) mardi 9 avril.*

Rencontre avec Gilbert Achcar

Autour de son nouveau livre *Le peuple veut* (Sindbad, Actes Sud, 448 pages, 24,80 euros)

**MARDI 9 AVRIL
à la librairie La Brèche :**

- à partir de 18h apéro-signatures
- à partir de 19h conférence-débat à l'initiative du NPA

Pourquoi as-tu titré ton livre *Le peuple veut* – tout court?

Cette formule «le peuple veut» a été utilisée dans les mouvements récents pour exprimer toutes sortes de revendications, des plus élémentaires jusqu'au fameux «le peuple veut renverser le régime», slogan le plus connu du soulèvement général. À l'origine, ce sont deux vers très célèbres d'un poète tunisien, qui sont au conditionnel tandis que là l'affirmation est au présent. Ce que révèle le slogan, c'est l'irruption du peuple en tant que volonté collective sur la scène publique, le peuple en tant que sujet politique. Une grande masse d'individus qui depuis des décennies vivait dans des conditions de despotisme bascule aujourd'hui dans une ère révolutionnaire qui – comme je n'arrête pas de le souligner – n'en est qu'à ses débuts. Il s'agit d'un processus révolutionnaire à long terme.

Tu traites longuement des «modalités particulières du capitalisme dans la région» portées par des régimes rentiers ou clientélistes qui ont bloqué leurs sociétés...

Je montre effectivement qu'il y a en commun à la région une situation socio-économique lamentable, avec le record mondial des

taux de chômage détenu pendant plusieurs décennies. Cela perdure depuis longtemps et témoigne d'un blocage du développement qui est particulier à la région. Il s'agit d'États rentiers et patrimoniaux et d'un capitalisme de compères, politiquement déterminé, où la part qui domine ne relève pas des «lois du marché» mais plutôt des connivences et des connexions avec le pouvoir. Tout cela produit un blocage qui n'a cessé de s'aggraver depuis des décennies. L'immolation par le feu du jeune Bouazizi a été l'étincelle qui a fait exploser une situation, qui très évidemment était hautement explosive dans l'ensemble de la région.

Une pensée commune s'affirme selon laquelle les révolutions tunisienne et égyptienne ont été étouffées par les forces islamiques réactionnaires...

C'est une perception qui a prévalu après que les élections en Tunisie, puis en Égypte, ont abouti à l'arrivée au pouvoir de forces intégristes, de forces ayant fait de la religion leur fonds de commerce. Mais je crois qu'aujourd'hui beaucoup de ceux et celles qui ont pu être séduits par le discours religieux sont déçus. En témoigne l'ampleur de la résistance aux

nouveaux gouvernements issus de la mouvance intégriste, et même la continuation, voire la montée, du mouvement social dans les deux pays concernés: la Tunisie et l'Égypte. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue la Libye, où les élections ont été proportionnellement bien plus massives, et ont abouti à une défaite des intégristes. En Égypte et en Tunisie, les populations s'aperçoivent très vite de l'incapacité de ces derniers à gérer la situation. Ils ne font que continuer les politiques économiques, et perpétuer les structures socio-économiques qui existaient auparavant. Ils continuent les mêmes rapports avec les institutions financières internationales. Après cette première étape du processus révolutionnaire régional, on voit déjà se dessiner les contours de leur échec. La question cruciale qui se pose dès lors, c'est quel type d'alternative peut émerger.

Alors quels espoirs pour ce processus sur le long terme?

À partir de l'analyse que je fais du soulèvement, la conclusion logique c'est que la seule issue positive serait l'émergence de directions s'appuyant sur le mouvement ouvrier et populaire et porteuses d'un programme de nature progressiste, axé sur la satisfaction des besoins sociaux et capable d'engager les pays de la région sur la voie d'un développement tenant compte des multiples dimensions que ce terme a acquis. Il faut que la gauche travaille à impliquer le mouvement ouvrier dans la bataille

politique et comprenne la nécessité de l'affirmation d'un pôle de gauche indépendant, sur son programme social, sans mélanger les drapeaux avec des oppositions, qu'elles soient libérales ou, bien pire, composées de membres des régimes renversés. Avec de tels alliés, on ne saurait définir un programme de rupture avec les politiques néolibérales. Faute de l'émergence d'alternatives progressistes, on court le risque de voir la crise provoquer des régressions réactionnaires.

En Europe, a-t-on des responsabilités par rapport à cela?

Effectivement, le mouvement ouvrier, la gauche radicale en tout cas, celle qui défend une alternative au système, doit tisser des liens avec les forces correspondantes dans le soulèvement régional. Ce n'est pas seulement un devoir internationaliste et altruiste, c'est dans le meilleur intérêt de la gauche européenne elle-même que ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée débouche sur une radicalisation sociale. Des synergies peuvent s'établir aujourd'hui avec la crise qui secoue l'Europe, et la radicalisation en cours dans des pays comme la Grèce et l'Espagne.

Retrouvez la version complète cet entretien sur le site du NPA: npa2009.org



ACCORD EMPLOI

Ne laissons pas le Medef et le gouvernement faire la loi !

Avec l'ANI se prépare une régression sociale majeure. Démarré ce mardi 2 avril, l'examen du projet de loi au Parlement devrait s'achever fin avril ou début mai. S'y opposer exige la construction d'un rapport de forces à la hauteur des enjeux, un véritable « tous ensemble » contre la politique du patronat et du gouvernement.

Nous ne reviendrons pas ici sur les détails de l'Accord national interprofessionnel qui a été signé le 11 janvier par le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC). Baisser les salaires tout en augmentant le temps de travail, imposer la mobilité et faciliter les licenciements... ce sont bien les dernières digues qui subsistent encore dans le code du travail qui en prennent un sacré coup. En ligne de mire : le CDI. À défaut d'avoir pu s'en débarrasser, le patronat cherche désormais à le vider de son contenu, en le rendant plus flexible mais aussi plus précaire, mettant en place une forme de chantage permanent au licenciement pour les salariés récalcitrants qui refuseraient les nouvelles dispositions imposées au nom de la « compétitivité ». Dans cette affaire, le gouvernement a été à la manœuvre de bout en bout. Dès novembre, il expliquait sur tous les tons que si les organisations syndicales et patronales ne se mettaient pas d'accord, il « prendrait ses responsabilités ». Aujourd'hui il met la gomme pour éviter toute mauvaise surprise. La transposition de l'accord sur le plan législatif ne devrait faire l'objet que d'un seul passage à l'Assemblée nationale et au Sénat. En même temps, la mobilisation s'avère des plus difficiles. Il n'y aura pas d'autre solution que de prendre le temps de discuter des obstacles à surmonter, comme des objectifs qui méritent d'être clarifiés.

De la difficulté à mobiliser...
Il y a sûrement toutes sortes d'explications mais les directions syndicales,

y compris celles qui n'ont pas été signataires de l'accord, ont une large part de responsabilité dans la situation actuelle. Le bilan de la journée du 5 mars, sans appel à la grève et en plein milieu des vacances scolaires, n'était certes pas très encourageant. Il est quand même

d'autre préoccupation que de vanter bruyamment l'accord de compétitivité que sa fédération de la métallurgie venait de signer à Renault, alors même que les salariés avaient débrayé à plusieurs reprises massivement dans les usines du groupe contre des mesures qui ne faisaient qu'anticiper l'ANI!

conditions de travail, c'est à dire l'ensemble des régressions que les patrons cherchent à imposer dès aujourd'hui au nom de la « compétitivité ». Lier les deux est pourtant essentiel.

... et de la nécessité de le faire sur des objectifs clairs

Une nouvelle journée d'action le 9 avril est annoncée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU. La compréhension croissante des méfaits de cet accord par les salariéEs est un point d'appui qu'il ne faut pas négliger. Mais pour mobiliser, il faut aussi être clair sur l'objectif.

Du côté syndical, l'enjeu est toujours d'encourager les députés à ne pas voter le texte « en l'état ». Même chose au Front de gauche. En première page de l'Humanité, on pouvait lire le mercredi 27 mars : « Le projet de loi contesté à gauche ». L'objectif reste pourtant des plus limités : « saisir toutes les occasions de former des majorités sur des amendements, y compris ceux qui amènent simplement le texte sans transformer en profondeur son contenu » comme l'indique l'article en page 2. Tout en proposant des « alternatives » parfois contestables, parfois risibles comme celle de « mettre en place un observatoire indépendant, contradictoire et permanent sur l'application de l'accord afin d'alerter sur tout abus ». Il n'y a pourtant qu'un objectif à la hauteur de l'enjeu : le retrait du projet de loi. Et rappeler dès maintenant, comme pour le CPE, que ce que le Parlement a fait, la rue peut le défaire. C'est l'enjeu dans les jours et les semaines qui viennent.

Jean-François Cabral



remarquable de constater que les présents ont en même temps exprimé par leurs slogans une certaine colère contre la politique du gouvernement et la pratique d'un « dialogue social » qui ressemble surtout à un marché de dupes. Las ! Le 6 mars, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, n'a pas eu

De quoi rajouter encore un peu plus à la confusion - tandis que la CFDT de son côté mène une campagne très offensive pour défendre l'accord. C'est aussi une manière de déconnecter un peu plus la mobilisation contre l'ANI des luttes immédiates qui se mènent dans les entreprises sur les licenciements, les salaires, les



Par JMB

LE DROIT AU LOGEMENT, C'EST MAINTENANT ?

Cécile Duflot, la ministre du logement, nous avait pourtant promis la fin de la « politique du thermomètre ». Et Jean-Marc Ayrault avait même surélevé en annonçant le recensement des logements vides réquisitionnables. Oui mais voilà, c'était en novembre 2012... Depuis, l'hiver est passé et le gouvernement a mangé son chapeau. Il a retardé de 15 jours la date de la fin de la trêve hivernale en raison du retour du froid et de la neige, et malgré ce délai on ne voit toujours rien arriver côté réquisition. Il paraît que c'est difficile, lâche-t-on dans les couloirs du ministère. Résultat : dès le 1^{er} avril, pour les expulsables, retour de l'angoisse de voir débouler huissier, police et déménageurs. La pénurie de logements se rappelle violemment au souvenir de la ministre. En septembre 2012, Cécile Duflot était venue au chevet des familles jetées à la rue suite à l'incendie de leur immeuble du 39 Gabriel-Péri à Saint-Denis. Un nouvel incendie vient de se produire, dans la ville mitoyenne d'Aubervilliers, un immeuble insalubre donc dangereux. Elle a renouvelé ses engagements de logement auprès des sinistrés mais rappelons que les habitantEs du 39 Gabriel-Péri sont toujours hébergés à l'hôtel à de rares exceptions près. Tout reste à faire. Elle annonce même son objectif de diviser par deux le nombre de morts par incendie grâce à l'installation de détecteurs de fumée et d'alarmes incendie. On imagine bien l'utilité des détecteurs de fumée dans des immeubles insalubres, bien souvent sans eau ni électricité ! Encore un nouveau gadget alors que l'essentiel n'est pas fait : appliquer la loi de réquisition, appliquer le logement prioritaire des Dalo, proposer des logements décentes aux mal-logés, à des loyers compatibles avec le niveau de leur revenus. Et bannir du droit la possibilité d'expulser d'un immeuble sans solution alternative décente. Un vrai programme d'urgence sociale.

CRISE EUROPÉENNE Aujourd'hui Chypre, demain toute l'Europe ?

La crise de l'Europe capitaliste ne cesse de s'approfondir, et vient de connaître un nouvel épisode dramatique à Chypre.

Incapable de renflouer par lui-même ses banques menacées de faillite, le gouvernement chypriote avait quémandé l'aide de la troïka qui ne consentait à prêter 10 milliards d'euros que si l'État chypriote apportait lui-même 5,8 milliards d'euros en plus. Une somme énorme : le PIB de Chypre ne dépasse pas 18 milliards ! Les dirigeants de l'Union européenne (dont le ministre français Moscovici) et du FMI ont voulu imposer au peuple chypriote une mesure inédite : prendre directement l'argent sur les comptes bancaires chypriotes, en taxant tous les dépôts. La population de Chypre est descendue massivement dans la rue, et pas un seul député n'a osé voter pour ce « plan de sauvetage ». Les sacro-saints marchés financiers se sont affolés. La crise est profonde, puisqu'un petit pays représentait 0,2% de la richesse de la zone euro peut menacer de déstabiliser toute l'Europe. Les dirigeants européens sont des affameurs, et des apprentis sorciers qui ne savent pas où ils vont...

Drôle de « plan de sauvetage » !

Une nouvelle « négociation », entre la troïka, les ministres européens et le président chypriote, a accouché d'un nouveau plan. Le secteur bancaire chypriote est mis en faillite et restructuré, les dépôts de plus de 100 000 euros subissant une décote au-delà de 30%. Du coup, Moscovici a osé prétendre qu'il « n'est pas l'étrangleur » du peuple chypriote, que ces mesures frapperont les actionnaires des banques et les riches Russes qui utilisaient Chypre comme un paradis fiscal et que « l'économie-casino est fermée ». Ceux qui profitaient du paradis fiscal chypriote n'auraient pas pu retirer à temps une partie de leurs capitaux ? La presse économique fait pourtant état de centaines de millions d'euros « siphonnés » des gros comptes des non-résidents... On attend toujours la levée du secret bancaire. Quant aux filiales des banques étrangères (BNP Paribas, Crédit agricole...), elles seront épargnées, car les représentants de l'UE ont fait enlever du plan la taxe, initialement prévue, de 4% sur leurs dépôts.

Et rien n'est prévu pour faire payer les créanciers bancaires des banques chypriotes, notamment les grandes banques allemandes et françaises.

Empêcher la contagion...

La mise en faillite du système bancaire va entraîner une récession brutale, des faillites en chaîne, d'autant plus que le gouvernement ne recevra ses 10 milliards d'aide (de prêt) qu'en échange d'une baisse massive des dépenses publiques, de privatisations... Des économistes envisagent une baisse rapide du PIB pouvant aller de 5 à 20%. Autrement dit, les dirigeants, notamment français et allemands, viennent d'imposer à Chypre ce qu'ils se vantent d'avoir épargné à l'Europe : une dépression de type 1929. La petite économie-casino chypriote sera (peut-être) fermée, mais pour permettre à la grande économie-casino, le capitalisme financier européen, de continuer sa course folle. L'économie réelle de Chypre, elle, est à terre. Sauver les Chypriotes de la



MYRIANTHI LOIZOU

misère ne pouvait passer que par la socialisation des banques sous le contrôle des citoyens, l'annulation de la dette publique, un service public du crédit capable d'investir dans l'économie réelle de façon vraiment utile. En tout cas le drame de Chypre nous enseigne au moins deux choses : les dirigeants européens sont capables de tout envisager pour nous faire payer la crise... et qu'il est donc possible de prendre l'argent des riches directement sur leurs comptes en banque. Question de volonté politique. Yann Cézard

TAXE À 75%

Le symbole qui fait pschitt

Dans sa première mouture, la taxe à 75% frappait les revenus du « travail » excédant 1 million pour un individu donné. Le Conseil constitutionnel l'avait censurée au motif que les impôts se paient par foyers fiscaux...

Outre qu'il n'aurait pas rapporté grand chose (à peine 200 millions), le dispositif était en effet mal fagoté : ainsi, un couple gagnant chacun 900 000 euros n'était pas concerné par la taxe. Pourquoi ? Parce qu'il ne fallait surtout pas intégrer cette mesure dans le barème de l'impôt sur le revenu (IR)... puisqu'elle aurait alors concerné les revenus du capital. Et que, du coup, la taxe risquait de frapper les riches pour de vrai ! Qu'aurait pu décider Hollande après la censure ? S'il avait eu l'idée folle de faire payer les riches, il avait une solution simple : éliminer les niches dont bénéficient les capitalistes et réformer le barème de l'IR en créant de nouvelles tranches, au-delà de 45%, le taux marginal actuel. Rappelons que ce taux était de 81% en 1967... Et si le Conseil constitutionnel censurait à nouveau (en suivant l'avis du Conseil d'État selon lequel un taux supérieur à 66% serait « confiscatoire »), rien n'empêcherait Hollande de changer la Constitution, au besoin par référendum.

La logique froide d'un système en crise

Sans surprise, ce n'est pas le choix annoncé par Hollande lors de son intervention télévisée du 28 mars. Les entreprises (et non les particuliers) devront payer, pendant deux ans, une contribution de 75% (toutes impositions confondues) sur les rémunérations qui excèdent 1 million. Cette mouture est encore plus « light » que la précédente : des formes de rémunération (comme les stock options) pourraient en être exclues ; des postes de direction pourraient être facilement délocalisés ; des entreprises pourraient reporter une partie des rémunérations puisque la taxe est temporaire ; enfin, elle serait déductible, si bien qu'elle permettrait aux entreprises de payer moins d'impôt sur les sociétés. Les capitalistes sont rassurés. Cette taxe symbolique ne représente rien par rapport aux cadeaux qu'ils reçoivent : baisse d'impôt de 20 milliards, allègements de cotisations sociales (avec les contrats de génération) qui s'ajoutent aux précédents, ANI bientôt transcrit dans la loi. Tout faire pour augmenter les profits pour faire repartir la croissance : la seule politique possible d'un gouvernement qui inscrit son action dans le cadre du système. La redistribution radicale des richesses exige l'expropriation des capitalistes et la planification de l'économie.

Gaston Lefranc

MALI ET RCA
La Françafrique à la manœuvre

Partira, partira pas ? Le retrait militaire français du territoire malien est censé commencer à la fin du mois d'avril. Or, des doutes commencent à se faire jour sur la réalité de ce retrait. « Il y aura un retrait progressif, pragmatique dans l'appréciation de la situation », a prévu le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, lors d'un déplacement au Mali du 7 au 8 mars.

Théoriquement, de 5 200 soldats actuellement mobilisés, le contingent français est censé passer à 2 000 en juillet prochain, puis 1 000 en fin d'année. Or, la réalisation de cette annonce paraît aujourd'hui compromise. Dans un rapport du secrétaire général des Nations unies du 26 mars, celui-ci semble en effet s'opposer au départ des Français et envisager le maintien d'une présence militaire de l'ex-puissance coloniale. Ce rapport envisage la création d'une « force de maintien de la paix » de 11 200 hommes, et doublée d'une force parallèle « antiterroriste » supplémentaire. L'argument avancé est celui qu'un retrait français plus ou moins rapide « serait de nature à accroître le risque de résurgence des groupes islamistes armés ». L'hypothèse inverse pourrait cependant être tout aussi bien envisagée : à la longue, l'ex-puissance coloniale pourrait légitimer le combat des djihadistes, les faisant passer pour de prétendus « résistants ». Les exemples de l'Irak occupé à partir de 2003 et de l'Afghanistan ont montré que des troupes d'occupation



étrangères peuvent agir comme un « aimant » pour les forces djihadistes. Aujourd'hui, une bonne partie de la société malienne ne semble pas vivre les troupes françaises comme une force d'occupation, puisque beaucoup de citoyens maliens veulent encore croire à une opération limitée

dans le temps. Un maintien prolongé des militaires français pourrait cependant radicalement changer la donne.

Derrière les justifications...

Des troupes françaises sont également intervenues, la semaine dernière, en République centrafricaine (RCA), sans

pour autant empêcher la chute du président François Bozizé. Ce dernier avait été prévenu : « La France ne défend que ses ressortissants et ses propres intérêts », lui avait rétorqué en substance François Hollande fin décembre. La coalition rebelle Séléka menaçait alors déjà son pouvoir, et Bozizé tentait de convaincre le gouvernement français d'intervenir pour le sauver. Or, à Paris, on a visiblement analysé que cela ne correspondait pas à son intérêt stratégique.

Néanmoins, le gouvernement français a décidé le 24 mars d'envoyer 300 soldats supplémentaires en RCA, venant s'ajouter aux 200 qui étaient sur place. La justification officielle est « la protection des ressortissants français et européens », un motif classique pour couvrir les interventions militaires françaises en tout genre. En réalité, il s'agit surtout de remplir deux objectifs. Premièrement, de « sécuriser » l'aéroport, et de garder ainsi la garantie d'un accès au pays. En second lieu, de montrer la puissance française à la Séléka, ancienne opposition armée et désormais ossature du nouveau pouvoir.

Lundi 1^{er} avril, un gouvernement d'« union nationale » vient d'échouer, les autres participants critiquant une domination de la Séléka par de « faux représentants de la société civile ». Pour la France, il s'agira bien de composer avec ces nouveaux gouvernements pour garantir au mieux « ses propres intérêts ». D'ailleurs, c'est la France qui formera la future armée centrafricaine, selon un accord avec la Séléka...

Bertold du Ryon

« MANIF POUR TOUS »

Homophobes des beaux quartiers

Dimanche 24 mars à Paris, Frigide Barjot a célébré les fiançailles de la droite et de l'extrême droite contre le mariage pour tous, rassemblant quelques centaines de milliers de partisans avec l'appui logistique de l'Église catholique.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Sur leurs affiches imitant celles de Mai 68, s'étaient des slogans comme « La priorité c'est Aulnay, pas le mariage gay » ou « On veut du boulot, pas du mariage homo ». Les plus excités ont eu droit aux lacrymos : les chefs de l'UMP s'en sont aussitôt indignés, alors que comme le PS, ils ont toujours su envoyer les CRS contre les sans-papiers ou les grévistes !

Démagogie et préjugés

Trois jours plus tard à Lyon, les mêmes slogans ont servi à perturber une action de chômeurs CGT. Cette démagogie pseudo-sociale n'est pas nouvelle. En 2011, Christian Vanneste (UMP) recyclait déjà le vieux mensonge du « vice bourgeois » à propos des homos : « Nos compatriotes ont d'autres préoccupations : le chômage, l'insécurité... N'acceptons plus que ces bobos nous imposent leurs préoccupations ni actuelles ni nécessaires ». Et en 2012 : « Les Américains les appellent les DINK, pour "Double Income, No Kids". Quand on a un double revenu,

on vit bien, et même luxueusement, souvent. Et quand on n'a pas d'enfants, la promotion sociale est assurée... ».

Contre toutes les divisions

Ces homophobes de la bourgeoisie ne sont pas les amis des classes populaires : ils veulent les diviser, comme le font le FN, l'UMP et Valls en stigmatisant les immigrés et les musulmans. Structurant leurs réseaux, ils comptent les faire agir dans les mois à venir pour s'afficher comme seuls opposants au gouvernement, alors qu'ils partagent sa défense des intérêts du grand patronat.

Hollande se range derrière l'avis du Comité national d'éthique pour renoncer au droit à la procréation médicalement assistée. Les lesbiennes et les gays doivent amplifier leur combat pour l'égalité, et face aux diversions homophobes et racistes, c'est l'ensemble du monde du travail qui doit s'unir, pour montrer aux réacs que la rue ne leur appartient pas !

André Slava

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE D'ALSACE

Un laboratoire du capitalisme

Ce dimanche 7 avril a lieu en Alsace un référendum concernant la collectivité territoriale d'Alsace. Le NPA 67 se positionne contre celle-ci, un projet libéral et antisocial.

La CTA est un projet de fusion de trois collectivités territoriales, des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et du Conseil d'Alsace, imposé par la droite alsacienne. Ce projet libéral s'inscrit dans la continuité de la politique territoriale menée par Sarkozy et poursuivie actuellement par le gouvernement social-libéral de Hollande.

La fusion des trois collectivités et de leurs services publics n'est rien d'autre que l'application de l'austérité budgétaire au niveau territorial, dans

la continuité de la révision générale des politiques publiques (RGPP) de Sarkozy.

Ce projet ne fera qu'accroître la concurrence entre les régions. La région Alsace, après avoir servi de laboratoire de destruction de l'enseignement supérieur avec la fusion des trois universités en un pôle unique et compétitif, sera celui du démantèlement des services publics locaux.

Une campagne dominée par la droite

La droite alsacienne et les identitaires (Alsace

d'Abord) se prononcent en faveur du projet. Peu visibles en ville, leurs campagnes sont surtout dynamiques dans les villages, déjà majoritairement acquis à leur politique réactionnaire. Après bien des attermolements, le Front national a pris finalement position contre la CTA.

Quoique divisés sur la question, le Parti socialiste et Europe Écologie les Verts soutiennent le gouvernement dans cette initiative. En réaction, plusieurs organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires) appellent à voter « Non » au nom de la solidarité et

de la justice sociale. Malgré une analyse pertinente des conséquences sociales et économiques du projet, la campagne du Front de gauche est sous-tendue par un argumentaire républicain hors de propos avec lequel le NPA ne peut être en accord.

Pour la défense et le développement des services publics de proximité et de qualité, le NPA appelle à refuser le projet de la Collectivité territoriale d'Alsace en votant « Non » ou en s'abstenant ce dimanche 7 avril.

Le NPA 67

FSM DE TUNIS

Entre révolution et confusion

Pour la première fois, le Forum social mondial (FSM) vient d'avoir lieu dans un pays arabe et méditerranéen. Ce qui était impensable avant 2011, tant que les Ben Ali et Moubarak étaient au pouvoir, a pu se réaliser grâce aux révolutions arabes.

Une grande rencontre d'environ un millier de participants pour le non-paiement de la dette a précédé ce FSM, une dette contractée par l'ancienne dictature au détriment du peuple tunisien, et qui emprisonne les choix économiques des gouvernements futurs. Autour du Front populaire de Tunisie, une vingtaine de formations politiques des pays du pourtour méditerranéen – ainsi que de Belgique, Haïti et du Venezuela – ont tenu ensemble un grand meeting de clôture (voir *Tout est à nous!* n° 189).

Au cœur des mobilisations internationales

Mardi 26 mars au matin, avant l'ouverture du forum, des délégations d'organisations syndicales françaises (Sud, CGT) ainsi que du NPA participèrent à un rassemblement au siège de Téléperformance pour soutenir les grévistes de la multinationale. Cette



DR

entreprise assure le «service de clientèle» de plusieurs grandes entreprises françaises. Depuis fin février, une partie de ses salariés sont en grève avec le soutien de l'UGIT (voir *Tout est à nous!* n° 187). Lundi 1^{er} avril, la grève chez Téléperformance a d'ailleurs connu un nouveau pic, avec plus de 80% de participation.

Au nord et au sud de la Méditerranée, les luttes sociales transnationales (dans le secteur des télécommunications, dans la métallurgie avec ses sous-traitants...) ont aussi constitué un des grands thèmes du FSM, tout comme la lutte contre la dette illégitime et contre les accords de libre-échange qui lient par exemple la Tunisie ou le Maroc à l'Union européenne et à d'autres pays impérialistes. L'UE a lancé depuis mai 2011 le «partenariat de Deauville», et propose actuellement un «partenariat de libre-échange approfondi» au Maroc,

à la Tunisie ou à la Jordanie, accompagné de négociations avec le FMI sur des nouveaux crédits, en Tunisie ou en Égypte. Il s'agit d'enfermer ces pays dans un «modèle» économique néolibéral tourné vers l'exportation en direction du Nord et le paiement de la dette. La critique de ces accords, la meilleure façon de contrer l'offensive actuelle de la Banque européenne de reconstruction et de développement (qui a déjà «accompagné» les restructurations néolibérales en Europe de l'Est), a également constitué le thème de plusieurs ateliers et débats du FSM.

Tentative de prise de pouvoir(s)

Les forums syndicaux ont, dans certains cas, donné lieu à de vifs affrontements dans la mesure où des syndicats proches du pouvoir étaient présents, notamment dans les cas marocain et algérien. L'UGTA (centrale proche du

pouvoir) se disputait ainsi la parole avec les syndicats autonomes algériens. Ceci alors que 96 personnes, appartenant aux syndicats autonomes et à plusieurs associations, avaient été empêchées par les autorités du pays de traverser la frontière pour participer au FSM.

En théorie, les pouvoirs étatiques n'ont pas le droit à la parole, dans les Forums sociaux. Une fois de plus, ce principe n'a pas été respecté. Non seulement le pouvoir tunisien a tout fait pour s'approprier la sympathie rencontrée par le FSM, mais il s'y est exprimé, tout comme de nombreuses tendances islamistes. L'organisme US-AID, proche du ministère des Affaires étrangères étatsunien, était ainsi présent au titre d'ONG. Un organisme de propagande du régime iranien montrait en public des slogans négationnistes, parlant des crimes israéliens à Gaza sous le titre «The REAL Holocaust», ce qui revient à dire que le génocide nazi n'aurait pas existé. Et des hommes derrière le stand en question filmaient ostensiblement des opposants. Le royaume d'Arabie saoudite avait, quand à lui, «généreusement» offert au FSM des tentes contre la pluie, qui furent barbouillées rapidement à la peinture rouge. À l'avenir, de telles forces, qui n'ont strictement rien à faire dans un forum progressiste, devraient être efficacement bannies. Pour le reste, ce Forum a permis de nouer des contacts précieux et de travailler à la convergence des luttes, au-delà des frontières nationales et de la Méditerranée. C'est ce travail-là qu'il faudra approfondir, ce qui suppose bien des clarifications politiques.

Bertold du Ryon

ARGENTINE



DR

La jeunesse anticapitaliste sud-américaine réunie

Du jeudi 28 au dimanche 31 mars s'est tenu à Buenos Aires le «campamento internacional de la juventud», 1^{er} camp international de jeunes anticapitalistes et anti-impérialistes sud-américains. Une réussite!

Réunissant 1 500 personnes, avec des délégations importantes d'Argentine bien sûr (Mouvement socialiste de travailleurs) et du Brésil (Juntos, MES-PSOL), et d'autres plus réduites du Venezuela (Marea socialista), du Chili, du Pérou (COEN) ou encore de Saint-Domingue, ce camp était la première tentative de réunir la jeunesse du continent pour échanger autour des situations, débattre des alternatives et resserrer les liens internationaux.

Comme partout sur la planète, la crise capitaliste montre les faillites du système et la nécessité d'en changer. La période est donc à l'offensive. Ont été évoqués les principaux combats qui, bien que prenant des formes particulières selon les pays, donnaient des lignes directrices pour la gauche latino-américaine.

Il en va ainsi des questions anti-impérialistes et de la récupération des matières premières. Ce combat est mené avec une dimension écosocialiste pour la protection des ressources: le projet de mine d'or géante exploité par des entreprises étrangères en Argentine offrant le meilleur exemple de la combinaison des luttes écologiques, anti-impérialistes... et donc anticapitalistes.

Dans chaque pays, la question démocratique occupe une place centrale. La justice pour les victimes des crimes commis par les dictatures militaires, la place des oligarchies bourgeoises, la reconnaissance des peuples indigènes ou les luttes contre les bureaucrates, les thématiques ne manquaient pas pour souligner la nécessité du combat démocratique.

Les alternatives politiques en question

Une grande partie des échanges ont tourné autour des questions de stratégie. Il faut dire qu'entre la trahison politique de Lula, la mort de Chavez et le kirchnerisme au pouvoir en Argentine, ici aussi, l'extrême gauche se trouve à la croisée des chemins.

Les débats ont mis en avant la nécessité de front large avec les mouvements de masse, la combinaison des processus électoraux et d'intervention dans les luttes et la place que devraient occuper les révolutionnaires dans les processus de transition socialiste, comme au Venezuela. Loin de se limiter à une problématique continentale, tous ces développements ont été soumis au débat avec les camarades européens présents pour confronter les réalités et les expériences.

Le NPA, la Quatrième Internationale et tous les anticapitalistes ne peuvent que se réjouir de l'existence d'une telle initiative. Il est urgent de développer davantage de liens avec les militants latino-américains, par des invitations aux Rencontres internationales de jeunes et/ou à notre Université d'été, ou en nous rendant au prochain camp qui aura lieu au Brésil.

Apprendre collectivement des expériences, les confronter, discuter d'alternatives au plan régional et international, sont autant de façon de faire vivre notre internationalisme. Comme le chantent les sud-américains: «Me parece, me parece que el socialismo crece!»¹

De Buenos Aires, Antoine Chauvel

1. «Je pense, je pense que le socialisme grandit»



DR

ALGÉRIE Barbacha en ébullition

La commune de Barbacha (environ 30000 habitants) près de Béjaïa était la seule en Algérie dirigée par un maire du Parti socialiste des travailleurs (PST), notre camarade Sadeq Akrouf. Lors des élections municipales de novembre 2012, le Wali (préfet) de Béjaïa avait voulu interdire la présentation d'une liste du PST mais avait dû finalement céder. Cette liste est arrivée en tête avec plus de 30% des voix mais a perdu la mairie face à une alliance sans principe des conseillers municipaux des trois autres listes.



DR

Le FLN, le RCD et le FFS, censés être en opposition, ont constitué une coalition hétéroclite de huit élus contre les six du PST. La population s'est immédiatement mobilisée pour imposer de nouvelles élections et permettre ainsi le retour de Sadeq. Depuis quatre mois, des centaines d'habitants, y compris des militants du FFS et du RCD en désaccord avec les élus de leurs partis, sont mobilisés

nuît et jour occupant et bloquant tous les services municipaux (état civil, etc.) et interdisant la moindre réunion des élus fantoches.

Organisée en assemblée générale permanente, avec des délégués de la vingtaine de villages composant la commune réunis dans la salle des fêtes, la population pratique une forme d'autogestion pour diverses activités municipales (collecte des déchets, distribution du gazole dans les écoles, nettoyage, etc.). Sans aucun signe d'essoufflement, elle a multiplié les manifestations aussi bien à Barbacha qu'à Béjaïa (chef-lieu de la wilaya) situé à une quarantaine de kilomètres, ce dont ont rendu compte de nombreux articles dans la presse nationale algérienne.

Mobilisation démocratique

Dimanche 24 mars a marqué un tournant dans la situation. Face à

2000 manifestants qui bloquaient le siège de la wilaya à Béjaïa, le Wali a fait donner la police anti-émeute qui chargea la population avec une violence inouïe, blessant plusieurs personnes dont un jeune, les jambes brisées. Vingt-six personnes ont été arrêtées dont Sadeq Akrouf qui ne sera relâché qu'au bout de 24 heures, sous les acclamations de centaines de personnes qui l'attendaient, la tête bandée suite aux coups reçus. L'émotion est considérable en Kabylie et dans tout le pays. La nouvelle se répand alors que le gouvernement fait donner la police contre des manifestations de chômeurs qui se développent dans le sud. Et la mobilisation ne faiblit pas. Dimanche 31 mars, des centaines d'habitants de Barbacha ont de nouveau manifesté devant le tribunal de Béjaïa où six des leurs doivent aller pointer, pour demander l'annulation des poursuites juridiques.

Ils annoncent pour les jours à venir des initiatives nationales pour imposer la dissolution du conseil municipal et de nouvelles élections.

«Le Wali, c'est la loi, moi c'est le peuple» a déclaré notre camarade Sadeq Akrouf qui a réussi à diriger une municipalité reconnue comme la première d'Algérie au niveau des réalisations sociales (pour régler les problèmes d'alimentation en eau, mettre en place un service d'urgence à la clinique municipale, lancer la construction d'équipements collectifs...). Quatre mois de mobilisations ininterrompues, et une municipalité bloquée avec des élus fantoches incapables de se réunir: belle démonstration de ce que peut faire un parti et des élus anticapitalistes capables de lier les réalisations sociales, même dans un cadre limité, et la mobilisation populaire.

Alain Krivine

Rencontre avec le Front d'action syndicale

Il s'agit d'un front regroupant des camarades du FPLP investis et exerçant des responsabilités dans différentes branches syndicales à Gaza. Lors de cette rencontre étaient présent les secteurs de l'information, de l'éducation, du bâtiment, des ingénieurs...

Une description de la situation catastrophique des travailleurs de Gaza : plus de 40% de chômeurs, une économie sous perfusion internationale, 54% des salariéEs sont dans les administrations ou les grandes ONG. Une paupérisation massive qui place 65 à 70% de la population en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour pour vivre, le salaire moyen est de 227 euros par mois, inférieur à la Cisjordanie (462 euros). Et le blocus frappe durement les travailleurs : il n'y a plus de travailleur gazaoui qui puisse aller travailler en Israël.

Une économie entravée

Les accords de Paris, signé en 1994 dans la poursuite de la déclaration d'Oslo, maintiennent l'économie palestinienne sous domination israélienne, l'État israélien imposant ses propres normes et différentiels de tarifs ainsi que les produits et volumes d'échanges permis à la production palestinienne. De plus les entreprises palestiniennes doivent passer des accords avec les entreprises israéliennes pour pouvoir exporter leur production. Cet accord pèse lourdement sur le développement économique. Depuis 2006, le blocus de Gaza n'a fait qu'empirer la situation économique et par voie de conséquence la paupérisation de la population. Les productions agricoles, les exportations et importations sont limitées drastiquement par l'occupant, les tunnels de contrebande fournissent les marchandises qui de ce fait ne sont pas produites localement. Les destructions à répétition des

entreprises lors des bombardements font par exemple que l'industrie textile est quasiment détruite. Par ailleurs, elle est fortement concurrencée par les produits chinois, et ce sont près de 35 000 emplois qui ont disparu. Le gouvernement de Gaza n'a pas de politique industrielle et d'impulsion de l'économie.

Deux systèmes sociaux

Sur les droits sociaux, deux systèmes coexistent. Dans le secteur privé, pas de retraite, mais une « prime » unique correspondant à un mois de salaire par année travaillée. Concernant la maladie, c'est un système d'assurance privée. Dans le secteur public existe un système public de retraite et de protection face à la maladie. Et depuis 2003, un projet d'indemnisation du chômage est à l'étude, mais sous pression de la Banque mondiale le(s) gouvernement(s) y ont renoncé.

À la différence des camarades de Cisjordanie, nos interlocuteurs de Gaza sont opposés à la création de syndicats indépendants de la confédération syndicale palestinienne (PGFTUP), car d'une part la division affaiblirait le mouvement et d'autre part les tentatives de création de ce type de syndicat dans la bande de Gaza ont donné naissance à des organisations qui n'agissaient « que sur de petits problèmes ponctuels » et de ce fait ont disparu du paysage. Enfin les syndicats sont partie prenante de la campagne Boycott-désinvestissement-sanctions, et sont présents au sein du bureau national de coordination pour la campagne BDS contre Israël.

Du 4 au 10 mars, une délégation comprenant des militantEs du NPA a été invitée à Gaza par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Ce parti regroupe 3 000 militantEs à Gaza (ce qui équivaldrait en France à un parti de 100 000 personnes !), qui agissent dans tous les secteurs de la société, et subissent par ailleurs la répression israélienne et parfois des actes d'autoritarisme du Hamas.

L'accueil qui nous a été réservé témoigne de l'intérêt du FPLP pour les relations avec le NPA. Déjà en 2009 une délégation conduite par Olivier Besancenot en Cisjordanie avait reçu un accueil chaleureux. De nos échanges, de nombreuses convergences se sont confirmées quant à la crise du système capitaliste et au rôle néfaste de l'impérialisme. L'approche concernant le processus de révolte en Syrie a marqué une certaine différence d'appréciation. Pour autant, la nécessité de développer partout le mouvement populaire contre le capital et les régimes à sa solde, et de mieux coordonner les « forces révolutionnaires » sont des préoccupations partagées. Ce dossier souhaite rendre compte de différents aspects de notre séjour à Gaza.



brisons

Pêcher et cultiver sous l'occupation ?

À Gaza, 1,8 million de personnes vivent depuis cinq ans sous un blocus imposant des restrictions sur les importations et les exportations et détruisant de facto son économie. Depuis le début de ce blocus, 60% des entreprises de Gaza ont fermé leurs portes et 80% de la population dépend de l'aide humanitaire.

La production intérieure a également chuté à cause des restrictions d'accès aux terres agricoles de Gaza par la soi-disant « zone tampon » ou zone d'accès restreint. Il se trouve que 34% des terres agricoles sont justement proches des frontières. Ces restrictions qui pèsent sur les terres arables ont fait baisser les rendements agricoles annuels de 75 000 tonnes, ce qui représente chaque année une perte de 50,2 millions de dollars pour les agriculteurs de Gaza. La vie et les moyens de subsistance d'environ 178 000 personnes sont directement touchés, tandis que les frontières de la zone d'accès restreint font souvent l'objet de tirs à balles réelles de la part des forces armées israéliennes.

Accord non respecté

Dans le même temps, depuis janvier 2009, le gouvernement israélien a limité les déplacements des bateaux de pêche palestiniens à trois miles nautiques des côtes de la bande de Gaza, leur interdisant ainsi l'accès à 85% des eaux territoriales palestiniennes. Dans le cadre du cessez-le-feu conclu le 21 novembre dernier entre Israël et le Hamas, Israël avait marqué son accord pour accroître la liberté de mouvement dans la zone tampon. Et pourtant, dans la semaine qui a suivi, le Centre palestinien pour les droits humains (PCHR) a annoncé que deux Palestiniens avaient été tués et 42 personnes blessées, dont sept enfants, par des tirs le long de la frontière entre Israël et Gaza. Cette zone tampon,

appelée « kill zone » par les Gazaouis, inclut les zones agricoles le long du périmètre qui entoure la bande de Gaza, mais aussi la mer.

Dans ce même accord, le gouvernement israélien avait annoncé que la limite pour les bateaux de pêcheurs serait agrandie de 3 à 6 miles nautiques (les accords d'Oslo avaient établi la limite à 20 miles). Mais sur le terrain, l'accès est souvent limité à un mile, pas assez pour atteindre les bancs de gros poissons qui nagent plus loin des côtes. Au-delà, le pêcheur s'expose à des tirs à balles réelles ! En deux mois, après la « trêve », l'Union of Agriculture Work Committees (UAWC) que nous avons rencontrée, recense 40 agressions, six blessés, 42 prisonniers, six bateaux détruits et sept bateaux volés. Le jour de notre arrivée au port, un pêcheur venait de se faire tirer dessus et de se faire confisquer son filet. Dans le même temps, les bateaux israéliens, eux, continuent de pêcher dans les eaux palestiniennes.

Une activité rendue impossible

Le blocus maritime imposé par les autorités israéliennes a réduit la prise de la pêche la plus importante – les sardines – de 90%, ce qui correspond à une perte annuelle estimée à 26,5 millions de dollars pour l'économie de Gaza. La conséquence est que l'on est passé de 4 000 pêcheurs à 1 000, que leur revenu est tombé de 1 050 shekels à 300, que 90% des pêcheurs vivent



RENCONTRE AVEC LES PÊCHEURS GAZAOUIS. MARS 2013 (DR)

dans la pauvreté et que cette source importante de protéines n'est plus disponible.

Tous les pêcheurs que nous avons rencontrés s'accordent à dire qu'une pêche satisfaisante ne peut se faire qu'au-delà des sept miles. Ils ont ainsi organisé une manifestation avec leurs bateaux le mois dernier pour dénoncer la politique israélienne de colonisation et d'étranglement de Gaza, mais aussi pour alerter la communauté internationale.

Nous quittons le port, un dernier regard sur ce monument en hommage aux camarades turcs assassinés par l'armée israélienne, alors qu'ils tentaient avec le bateau *Karama* de briser le blocus. Un monument érigé tel un phare pour témoigner d'une solidarité internationale plus que nécessaire.

Quelques chiffres...

Le blocus de Gaza c'est :

- 40% de chômeurEs,
- près de 70% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté,
- 227 euros de salaire moyen mensuel,
- 60% des entreprises de Gaza fermées,
- 34% des terres agricoles de la bande de Gaza interdites d'accès (et donc de culture),
- 85% des eaux territoriales de Gaza interdites d'accès (et donc de pêche).

AZAZA

Le blocus!

Dossier réalisé par la commission Moyen-Orient Palestine du NPA.

“ Ce n'est pas ma volonté de porter les armes, c'est l'occupant qui l'a décidé à ma place, c'est lui qui a fait de nous, de moi, des résistants.

AMIR THOUQAN

Visite de l'hôpital de Jabalia

La bande de Gaza compte 1,8 million d'habitants, dont 1 million de réfugiés. Ici, les camps de réfugiés sont donc de véritables villes, telle Jabalia. Située au nord de Gaza, territoire le plus peuplé du monde, cette ville de 62 km² compte 20% de la population gazaoui, soit 300 000 personnes.

Nous avons eu l'occasion de visiter l'hôpital non gouvernemental de Jabalia, construit en 1997. Cet hôpital est géré par le UHCW (Union of Health Workers Committees), une structure initiée par le FPLP. Il existe 14 hôpitaux publics, et 5 non gouvernementaux. L'UHCW salarie plus de 400 personnes, nécessitant pour leur travail 150 000 dollars par mois. La crise a réduit fortement leur subvention...

La santé victime du blocus

L'hôpital a connu des extensions successives, mais manque cruellement de place : 180 000 personnes le fréquentent chaque année pour divers soins, si bien qu'une même pièce sert à deux ou trois spécialités suivant les heures de la journée. Bien que l'hôpital tente de fournir des services à faible prix, les lits ou les couveuses ne sont pas utilisés car ils coûtent très cher... Et les Gazaouis ne bénéficient d'aucune aide médicale. Le problème principal de l'hôpital se résume en un mot : le siège. Celui-ci touche tous les aspects de la vie des Gazaouis. Les médicaments mettent plusieurs semaines à être transférés, alors que justement l'occupation a des conséquences dramatiques :

amputations, malformations, cancers, accouchements prématurés... De même, l'eau, la mer, le sol, l'air sont très gravement pollués.



VISITE DE L'HÔPITAL DE JABALIA. GAZA, MARS 2013 (DR)

Interview

Amir Thouqan, ancien prisonnier expulsé à Gaza

Peux-tu te présenter ?

Je suis né en 1974 dans le camp de réfugiés de Balata situé à côté de Naplouse. Balata est le plus grand camp de Cisjordanie et l'un des plus peuplés avec près de 250 000 habitants sur 250 000 m². Ma famille est originaire d'Arab as Sawalme, à côté de Jaffa, elle en a été expulsée en 1948 lors de la Nakba. Après avoir erré pendant de nombreuses années en Cisjordanie en 1951, elle s'est installée dans ce camp de l'UNWRA.

Comment es-tu venu à la lutte armée ?

Les premiers contacts dont je me souviens remontent à mes dix ans. Un colon entré dans le camp ayant été attaqué par la résistance, l'armée m'a pris et m'a violemment frappé, alors que je n'avais rien à voir avec cette attaque. Ensuite, face aux colons et

aux soldats, ce fut l'Intifada, celle des pierres et du drapeau national palestinien, de la répression continuelle de tous les Palestiniens. Balata fut un « bastion » de la résistance et, comme chaque jeune du camp, j'ai subi la violence des colons et soldats. Plusieurs membres de ma famille ont été blessés et/ou jetés en prison.

Tu veux dire que dès ta jeunesse tu as été impliqué dans la lutte nationale ?

Oui, je n'ai rien choisi de ma vie ! Ce n'est pas ma volonté de porter des armes, c'est l'occupant qui l'a décidé à ma place, c'est lui qui a fait de nous, de moi, des résistants. Ma vie je l'ai rêvée différente. Très jeune, l'injustice et la violence des colons m'ont attrapé. Je ne pouvais pas faire autre chose que combattre cela, comme beaucoup d'autres de Balata et d'ailleurs. J'ai donc rejoint les brigades Al Aqsa du Fatah.

Peux-tu nous dire les circonstances de ton arrestation ?

Allam, qui était des brigades Abu Ali Mustafa du FPLP, et moi étions recherchés. Les soldats ont trouvé la maison dans laquelle nous étions. Ils nous ont encerclés et sommés de nous rendre. Nous n'avons pas accepté d'être pris sans combattre et nous nous sommes défendus jusqu'à nos dernières cartouches. Les soldats nous ont pris tous les deux, blessés et sans munitions.

Comment es-tu sorti de prison ?

J'étais sur la liste des prisonniers échangés avec Guilad Shalit. Nous avons été libérés sous la condition d'être expulsés à Gaza et interdits de retourner auprès de nos familles à Naplouse. Je ne sais pas quand je pourrai les revoir, peut-être faudra-t-il attendre la libération de la Palestine. Cela arrivera c'est sûr... Inch'allah !

Les étudiantEs aux avant-postes de la lutte

Un tiers de la population gazaouie a entre 18 et 30 ans. À Gaza, il y a neuf universités, un nombre élevé pour un si petit territoire. Mais ce chiffre masque la réalité des conditions d'étude de la jeunesse.

Une seule de ces universités est publique : celle de Al-Aqsa. Dans la pratique, la distinction n'a pas vraiment d'impact sur les frais d'inscription, puisque ceux-ci s'élèvent dans tous les cas autour de 4000 euros par an (6000 pour les étudiants en médecine), livres obligatoires (à renouveler chaque année) et transports non inclus. Évidemment, l'exclusion de la jeunesse pauvre se pose avec acuité.

Des bourses sont censées être attribuées, mais au mérite (selon les résultats au bac). En réalité, elles ne sont jamais versées et sont attribuées sur des critères clientélistes.

Combat pour la liberté d'expression

Les manuels utilisés sont principalement égyptiens ou jordaniens, et posent le problème du contenu des enseignements : l'histoire nationale est quasiment absente. Ainsi, on nous a raconté l'exemple d'une étudiante en Beaux-Arts qui, en 4 années d'études supérieures, n'a pas pu étudier l'un des artistes palestiniens les plus connus : Naji al-Ali (le créateur du personnage de Hanthala).

La liberté d'expression est un combat : depuis la victoire du Hamas, pas une seule élection étudiante dans les facs. Des négociations sont en cours pour tenter d'en organiser dans toutes les universités, selon de nouvelles modalités : la proportionnalité. Auparavant la liste arrivait en tête emportant 100% des sièges. Les facs sont donc actuellement gérées intégralement par le Hamas ou le Fatah, toutes les autres forces politiques devant obtenir un accord administratif pour organiser une quelconque activité.

Les tensions importantes au sein du milieu étudiant suite à la division Fatah/Hamas ont conduit les administrations à interdire toute activité politique.

Les étudiants politisés se font donc régulièrement passer à tabac, voire exclure. Par exemple, la plus grande université de Gaza, celle de Al-Azhar, contrôlée par le Fatah, a décidé d'augmenter cette année encore les droits d'inscription. Suite aux protestations étudiantes, une violente répression s'est abattue, conduisant à l'exclusion de plusieurs étudiantEs soupçonnés d'en être les leaders. Les flics n'ayant pas le droit d'entrer sur les campus, ce sont en général les services de sécurité de la fac qui se chargent de les leur livrer.

Pressions sexistes

Beaucoup d'étudiantEs peuvent sympathiser avec les idées d'extrême gauche, mais évitent de s'engager sous la pression des amis, de la famille, ou même des enseignants. 95% des adhésions politiques se feraient donc sur la base d'une politique clientéliste (par exemple, l'obtention d'une bourse), pas par adhésion à un projet politique. Militer à l'extrême gauche est donc difficile, encore plus quand on est une femme. Les réflexions sexistes, y compris des professeurs, se multiplient. Le gouvernement en place a la volonté d'imposer l'uniforme « légitime » (porter des vêtements selon le code islamique), même si aucune loi palestinienne ou universitaire n'impose cela. Le non-respect du code vestimentaire entraîne parfois l'attribution de notes sous-évaluées.

Les étudiantEs du FPLP que nous avons rencontrés sont demandeurs d'échanges avec la jeunesse d'autres pays autour de ces campagnes : droit à l'éducation gratuite pour toutes et tous, liberté d'expression, égalité hommes/femme. Avec l'ouverture de la frontière de Rafah, ils espèrent recréer les liens internationaux distendus depuis le siège de Gaza.

ALLOCATIONS FAMILIALES

La boîte de Pandore

François Hollande renonce à l'imposition des allocations familiales parce qu'il serait absurde de reprendre d'une main ce que l'on distribue de l'autre. Cette remarque est exacte, mais souffre d'un « petit oubli » : cette disposition s'applique à d'autres prestations sociales. Des impôts, la CSG notamment, ponctionnent déjà les salaires de remplacement (pensions de retraite, indemnités journalières maladie, allocations chômage...).

À partir de deux enfants, toutes les familles continueront à bénéficier des allocations familiales mais leur montant ne sera plus uniforme. Il variera selon les ressources des bénéficiaires. À partir de quels seuils les prestations baisseront et à quels niveaux ? Cela n'a pas encore été précisé. Un député PS, Bapt a proposé de diviser par deux les allocations familiales au-delà de 4400 euros de revenus pour un couple avec deux enfants, ou 5000 euros pour trois enfants. C'est ce qui s'appelle s'en prendre aux riches ?

Des patrons toujours gagnants

Les allocations familiales sont financées par les cotisations sociales dites patronales, uniquement sur les salaires au-delà de 1,6 fois le SMIC. Pour diminuer davantage cette part socialisée du salaire et augmenter les profits patronaux, les gouvernements disposeront d'une nouvelle arme : ils pourront moduler à leur gré les allocations pour « faire des économies » en prétendant « s'en prendre aux riches ». Des dispositions s'inspirant de la même philosophie s'étendront de la branche famille de la Sécu aux autres branches. Le gouvernement annonce l'allongement de la durée de cotisation pour le droit à la retraite mais prétend préserver les petites retraites. Les prestations maladie pourraient ne plus être accessibles au-delà d'un certain niveau de revenu. Ceux qui le peuvent auront recours au privé et la Sécu sera limitée à l'aide sociale.

C'est pour ces raisons que l'uniformité des prestations était un principe de base de la Sécu en 1945. La lutte contre les disparités de revenus n'était pas de son domaine, mais devait relever de la fiscalité. Le NPA propose que les allocations familiales soient uniformes, revalorisées et versées dès le premier enfant. La fiscalité doit être beaucoup plus fortement progressive et le quotient familial totalement supprimé, car chaque enfant apporte une réduction d'impôts d'autant plus forte que les revenus de ses parents sont élevés.

S. Bernard

« AYRAULTPORT » Faisons céder Vinci et le gouvernement, maintenant !

La lutte de Notre-Dame-des-Landes est à la croisée des chemins. Le gouvernement est tenté d'expulser massivement avant les prochaines grandes manifestations des opposantEs et les élections. Y renoncer signifierait pour lui un recul majeur. Le succès de la lutte dépend donc de notre mobilisation dans les semaines à venir.



Après l'échec de la répression massive à l'automne, le gouvernement est entré dans une stratégie d'usure des opposantEs : le harcèlement policier et judiciaire s'est ajouté aux rigueurs de l'hiver pour les habitantEs de la Zad, désormais menacéEs d'expulsion par la fin de la trêve hivernale. Pour les militantEs des comités de soutien, les actions contre Vinci et le PS sont synonymes de répression et de procès. Les travaux préliminaires entamés autour de la Zad servent à tester les résistances. Mais le gouvernement n'a guère le choix s'il veut expulser massivement car il sera bientôt trop tard.

Attendre pour expulser provoquerait, à quelques mois des élections, une nouvelle réaction d'opposition d'une population qui traditionnellement appuie le PS, au moins au second tour. Ce que son bilan catastrophique au gouvernement ne lui permet pas. Dans la région nantaise, il se murmure déjà que le PS et ses alliés sont en mauvaise passe pour les municipales.

Le gouvernement dans le bourbier

Les tractations électorales pour 2014 ont par ailleurs déjà commencé et les soutiens du PS doivent eux aussi s'extraire du bourbier de NDDL. C'est notamment le cas d'EÉLV écartelée entre son opposition

au projet et son soutien au gouvernement et aux institutions locales PS. C'est pourquoi ses parlementaires ont fait grand bruit du recours devant la Commission des pétitions européenne : il s'agit de marquer son opposition au projet, et d'offrir une porte de sortie au gouvernement sur l'air de « si le projet est abandonné, c'est du fait de l'Europe ». Les lois européennes sur l'environnement que le PS s'appropriait à contourner, quitte à payer des amendes, tombent donc à point nommé.

Ce serait une occasion pour Ayrault de sortir de ce projet sans donner l'impression de reculer devant la mobilisation des opposantEs, et tenter de transformer la défaite en match nul pour ne pas encourager d'autres mobilisations. Le rapport de la « Commission de dialogue » pourrait alors servir de prétexte pour repousser le projet après les élections en recommandant de nouvelles études, c'est déjà ce qu'a annoncé son président à la presse. Une manière de différer et d'enterrer le projet.

Battons le fer tant qu'il est chaud !

Dans ce contexte politique contrasté où tout peut basculer, notre capacité à mobiliser pour les échéances à venir sera déterminante afin d'empêcher toute expulsion massive et au-delà pour faire céder le gouvernement. Le succès de la chaîne humaine du 11 mai autour de la Zad est donc essentiel dans la construction du rapport de force. Il y a dans les semaines qui viennent la possibilité de gagner, de faire reculer Vinci et le gouvernement. Une victoire dépasserait largement la Zad, Notre-Dame-des-Landes et la région : ce serait une victoire pour toutes celles et tous ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement et des groupes capitalistes. Elle ferait la démonstration que la mobilisation peut payer. Une victoire pour l'ensemble du mouvement social.

CorrespondantEs NPA 44

ÉDUCATION NATIONALE Après le 28 mars, rebondir

La journée de grève du 28 mars appelée par l'interfédérale CGT-CNT-FO-Sud, syndicats minoritaires dans l'Éducation nationale, a été en demi-teinte. La participation en termes de grévistes mais aussi de manifestantEs fut faible.

Entre la FSU qui s'est assez bien débrouillée pour œuvrer contre ce mouvement et la faiblesse des cadres d'auto-organisation, les marges de manœuvre étaient faibles. Néanmoins, la bagarre n'est pas finie et nous devons nous appuyer sur les éléments positifs de cette mobilisation. Elle a bien sûr été très disparate selon les départements mais là où elle fut forte, elle a permis non seulement d'être plus opérante sur le mot d'ordre de retrait du décret sur les rythmes scolaires, et non de report, mais aussi d'élargir la

plateforme revendicative à la loi d'orientation et à la question des postes.

Quelles perspectives ?

Ceci était indispensable pour montrer que la question des rythmes scolaires n'est pas l'élément central des problèmes posés à notre secteur. Mais dans le même temps, faire comme si cette question était annexe reviendrait à minimiser l'attaque en règle contre le statut des enseignantEs qu'elle constitue. Une attaque contre le temps de travail et les salaires, puisque l'objectif est

quand même d'augmenter le temps de présence des enseignantEs sur l'école sans aucune augmentation de salaires.

Aujourd'hui, il faut répondre rapidement à deux questions pour avancer. Y a-t-il une possibilité de rebondir sur les annonces de dotations en postes pour la rentrée prochaine, dotations qui ne nous ramènent même pas la plupart du temps au niveau de la rentrée 2011-2012 ? La journée de mobilisation du mardi 9 avril contre l'ANI peut-elle être avoir une crédibilité dans notre secteur, en tout cas au niveau des équipes radicales et des militantEs du mouvement ?

C'est à ces interrogations que nous devons nous atteler afin de ne pas perdre les gains acquis durant la mobilisation.

Denise Sarraute

EPSM DE QUIMPER (29) Pas d'économie sur le dos de la santé

Lors du Comité technique d'établissement de l'Établissement public de santé mentale de Gourmelen, la direction a présenté un supposé déficit de plus d'un million d'euros. Elle nous a annoncé des suppressions de postes, la diminution des jours de RTT et le remplacement des postes qui se libèrent par des contrats d'avenir sans perspectives d'embauche future.



Elle se dit prête à négocier dans les instances avec les syndicats qui acceptent d'entrer dans la concertation... Face à cette provocation, les syndicats CGT et Sud ont donc appelé à une assemblée générale. Plus d'une centaine de salariéEs, dont les conditions de travail ne cessent de dégrader, ont répondu à l'appel. Face à ce qui est vécu comme un véritable scandale, l'assemblée générale a décidé de déposer un

préavis de grève illimitée dans le but de pouvoir organiser différentes actions.

Les salariéEs ne sont pas dupes

Le mardi 2 avril était organisée une manifestation jusqu'à la délégation territoriale de l'Agence régionale de santé, pour leur rappeler la responsabilité de l'ARS dans ce supposé déficit. Une pétition de soutien aux propositions décidées par l'AG a été lancée pour permettre

aux collègueEs assignéEs au service minimum, mais en grève, de participer symboliquement à l'action. Cette pétition réclame que la direction récupère le versement de l'activité d'un service décentralisé, que le budget 2013 soit indexé sur l'inflation, la fin des « débasages », le financement d'une autre unité de soins à la hauteur de son coût réel de fonctionnement, et la réduction de la charge financière des emprunts grâce à la vente

immobilière prévue depuis 3 ans. S'il y a un déficit, ce qui reste à prouver, c'est à cause du manque de financement. L'annonce de la suppression de 35000 postes dans le secteur de la santé signifie aussi des gels de postes à l'EPSM. Les salariéEs ne sont donc pas prêts à laisser dépouiller leur hôpital. Comme ils l'écrivent sur leur banderole, « Non au plan d'austérité de la direction ! »

Correspondante

CHÔMAGE

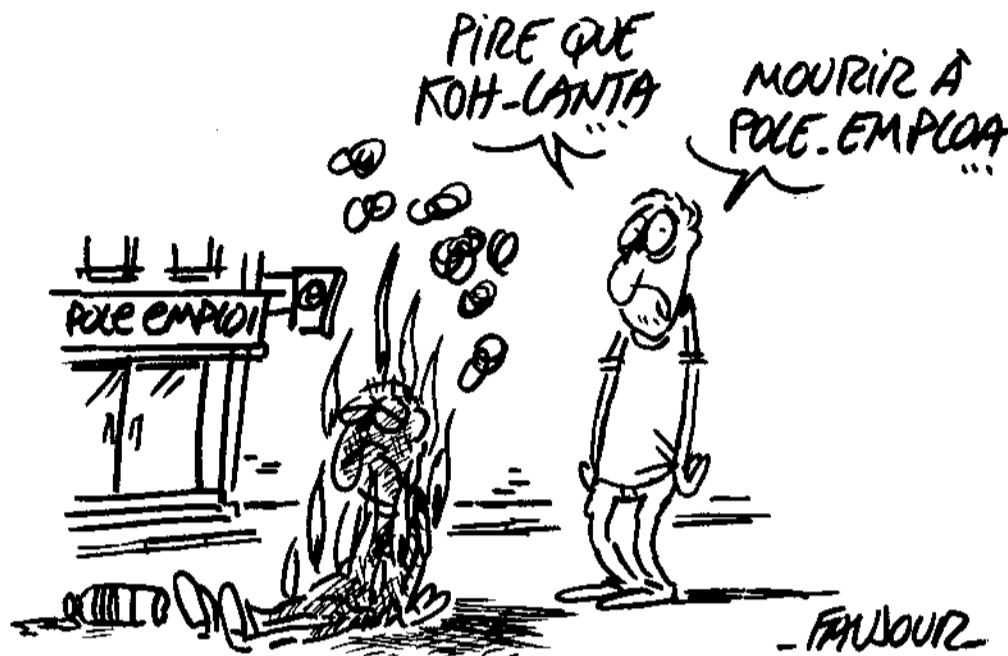
L'insupportable ascension

Mois après mois, les chiffres du chômage ne cessent d'augmenter. Février 2013 n'échappe pas à la triste règle : le nombre des inscrits a augmenté de 26 500 pour atteindre 5,7 millions (toutes catégories confondues). Une situation qui ne s'inversera pas au vu des politiques menées.

Cela devient une habitude : le chômage enfle sans discontinuer depuis 22 mois avec plus de 1 000 nouveaux inscrits par jour en moyenne et le chômage de longue durée, charriant pauvreté et dépressions, fait toujours plus de ravages. Selon *la Tribune*, la France a connu 52 mois de hausse du chômage sur 60, et signale que le niveau officiel (catégorie A) par rapport à 1997 (3,195 millions de chômeurs, « record absolu ») est déjà atteint depuis juillet 2012 avec les DOM qu'il est courant d'oublier dans les chiffres officiels... Autre cap symbolique : celui des 5 millions de chômeurs inscrits dans les catégories ABC, cap qui est en passe d'être franchi. Enfin, dernier record, celui du nombre de personnes accueillies par les associations d'entraide.

Les « vieux », les jeunes, les femmes... et toujours plus longtemps

Les premières victimes de cette nouvelle hausse sont les plus de 50 ans qui sont frappés de plein fouet : +9 100 par rapport à janvier. Ils sont désormais plus de 967 000 dont 52% de femmes au chômage. À cela, il faut ajouter les 90 500 « seniors » indemnisés de métropole (chiffre non précisé pour les DOM) bénéficiant toujours de la dispense de recherche d'emploi, non catégorisés et donc non comptabilisés dans les chiffres globaux. Progression aussi pour les moins de 25 ans, qui sont désormais 773 600 (+9,9% sur l'année) à « pointer au chômage ». Les chiffres sont également particulièrement mauvais concernant les perspectives de retour à l'emploi. Le nombre de chômeurs de longue durée a en effet bondi de 14% en un an et de 1,4 point sur un mois. Au mois de février, plus de deux millions de personnes sont au chômage depuis au moins un an et le nombre des inscrits depuis plus de 3 ans a progressé de 18,3%. De



plus, 16% des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA. La durée moyenne d'inscription sur les listes de Pôle Emploi était de 482 jours, en hausse de 2 jours par rapport au mois de janvier, mais en hausse de 19 jours par rapport à l'année précédente. Et évidemment, les radiations sont de plus en plus nombreuses en ce mois de février : +17 400 pour un total de 36 400 radiations administratives. L'inversion de la courbe du chômage est officiellement la priorité du gouvernement. Mais pour que ce soit véritablement le cas, c'est la

politique mise en œuvre par Hollande et Ayraut qui devrait être inversée. En effet, pour combattre véritablement le chômage, il faudrait une politique qui n'ait pas peur de s'attaquer au patronat et aux plus riches, par l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail afin de permettre à toutes et tous de travailler. Le chômage n'est pas une fatalité mais bel et bien le produit des politiques mises en place depuis plus de 30 ans et accentuées par les politiques d'austérité!

Sandra Demarcq

PSA AULNAY

Le gouvernement interpelle les grévistes

Alors que la grève dure depuis 11 semaines, la détermination des grévistes n'est pas près de céder, bien au contraire. Pendant toute la semaine, les grévistes ont été bien présents.

Mardi 26 mars, ils étaient au tribunal de Versailles où la CGT contestait le plan social. Le refus de tenir l'audience sur le fond, à la demande des avocats de la direction et des syndicats prêts à signer le plan, a provoqué la colère des grévistes. Leur rassemblement s'est donc transformé en manifestation dans Versailles qui n'y est guère habitué. La volonté d'obtenir gain de cause sur l'annulation des licenciements des huit grévistes et des poursuites juridiques est un des objectifs immédiats sur lequel les grévistes voudraient marquer des points. Le mercredi ils ont donc occupé une annexe du ministère du Travail, installée dans l'ancienne usine Citroën de Javel, fermée pour ouvrir Aulnay. Au-delà du symbole, il s'agissait d'obtenir du gouvernement qu'il tienne son engagement de nommer un médiateur capable d'imposer une discussion au moins sur les sanctions. Cette action a débouché sur une première réunion vendredi 29 mars.

Une détermination renforcée

Jeudi 28 mars, après avoir occupé le siège du Medef, surprise, le

gouvernement avait préparé à la sortie des grévistes un comité d'accueil... des gendarmes mobiles qui, une fois les médias partis, ont embarqué de force les 130 grévistes. Était-ce la crainte de voir les PSA tenter de perturber l'intervention télévisée de Hollande? Le gouvernement préfère-t-il que ce soit les réacs opposés au mariage pour tous qui tiennent la rue? En tout cas, les grévistes ont été embarqués dans des bétaillères policières, avec la menace de poursuites pour manifestation illégale. Heureusement, les grévistes ont eu à leur sortie du commissariat un comité d'accueil plus chaleureux. Le lendemain, *le Figaro* dévoilait le projet de PSA pour continuer de réduire le coût du travail : supprimer à Poissy l'équipe de nuit qui coûte trop cher pour augmenter la durée du travail des deux équipes de jour, en demandant aussi aux salariés leurs « idées » pour diminuer le coût de production de 600 euros par voiture! Les salariés d'Aulnay, auxquels la direction fait miroiter une mutation à Poissy, sont donc informés ainsi que les travailleurs de Poissy. Si la direction réussit à se débarrasser du

« problème Aulnay », en mai elle s'occupera d'eux. L'alternative ne peut donc passer que par un élargissement de la grève à Aulnay et son extension à Poissy et Mulhouse (qui risque aussi de tester cette augmentation du temps

de travail). La solidarité financière autour des grévistes d'Aulnay est un encouragement à s'engager dans cette voie. Vendredi, les grévistes se sont « payés » entre 900 et 1 200 euros. Les moyens de ne rien lâcher!

CorrespondantEs

VÉNISSIEUX (RHÔNE) Lourdes menaces chez Bosch

En 2004, déjà, la direction de l'usine Bosch faisait du chantage et acceptait de ne pas licencier ses salariéEs en contrepartie d'une hausse du temps de travail et d'un gel des salaires. Mais comme les promesses des patrons ne valent rien, ils n'ont pas pour autant arrêté de supprimer des emplois.

L'entreprise a par la suite décidé de se reconverter dans le photovoltaïque. Alors que la production de panneaux solaires a débuté en 2012, 200 salariéEs risquent à nouveau d'être licenciés sur le site de Venissieux. En tout, ce sont 3 000 emplois menacés, notamment en Allemagne.

Aux responsables de payer!

En 2004, l'usine avait donc déjà fait parler d'elle en signant un accord

augmentant le temps de travail afin de retrouver de la compétitivité. C'était le premier accord de ce type qui a connu une triste postérité. Aujourd'hui la direction prétexte devoir faire face à des déficits de l'entreprise et à une situation économique compliquée. Elle voudrait donc que les travailleuses et les travailleurs en payent les conséquences. Mais ce ne sont pourtant pas eux les responsables. Afin qu'ils puissent contrôler ce que la direction veut leur faire passer

LISIEUX (CALVADOS)



Viré pour une chanson ?

Un salarié, David Cordray, vient d'être licencié. Motif : avoir écrit une chanson ! Chronique de la volonté de toute-puissance patronale.

Il était une fois Vidda (le nom d'artiste de David), un passionné de musique, représentant du personnel dans une entreprise, Atos à Lisieux. Au mois de juin 2012, il crée une chanson drôle sur la vie de l'entreprise, définie comme suit par l'auteur : « cette chanson n'est pas glorifiante pour la direction mais de nombreux collègues ainsi que leurs amis, leurs femmes, leurs maris ont visionné cette vidéo, l'ont appréciée et partagée ». La vidéo de la chanson, diffusée via internet, rencontre un petit succès au sein d'Atos.

Abus de pouvoir patronal

Le 16 juillet 2012, David est convoqué à un entretien préalable, et décide donc de retirer la vidéo du site Youtube. Le lendemain, son directeur lui adresse pourtant via une lettre recommandée une mise en demeure pour retirer la vidéo, ce qu'il a fait la veille... Le 25 juillet, un avis est demandé au comité d'entreprise pour le licenciement, et celui-ci rejette à l'unanimité la proposition. Le 3 août, une demande de licenciement est envoyée à l'inspection du travail, et après convocation, l'inspection du travail refuse elle aussi le licenciement. Mais le PDG fait un recours hiérarchique le 29 octobre. Une nouvelle demande de licenciement est effectuée auprès de la Direction générale du travail qui, elle, accorde son feu vert. En France peut-on permettre ce genre d'abus? Peut-on autoriser le patronat à nous museler? La liberté d'expression est-elle en train de nous échapper? En tout cas, toutes et tous, soutenons ce camarade qui n'a eu pour seul tort que de plaisanter et se défouler en écrivant une chanson.

Guillaume Mathys

<http://www.resistancesdupaysdauge.org/vire-pour-une-chanson-humoristique-soutenez-david/>



Les comités en action!

Poitiers (Vienne): invasion du Conseil municipal

Lundi 25 mars, le Collectif d'initiative citoyenne de défense du Théâtre de Poitiers a envahi le Conseil municipal, afin de prendre la parole et de remettre la pétition signée par plus de 3 200 personnes contre la privatisation du théâtre municipal. Nous étions près de 200, la salle était pleine à craquer, nous sentions bien le maire très mal à l'aise. Au-delà des revendications qui restent inchangées (maintien sous régie publique, concertation démocratique, journée portes ouvertes...), cette étape a aussi permis de montrer ce que défendent les différents groupes au conseil municipal. Rappelons tout de même que la privatisation de ce théâtre fait partie de l'austérité locale que mène la municipalité PS pour réduire les dépenses publiques. C'est donc avec indignation que les 200 manifestantEs ont pu voir les éluEs communistes défendre l'austérité, prétextant une soumission devant « le devoir d'une bonne gestion » et expliquant que l'« on ne fait pas de politique avec des sentiments ». Cela juste avant de faire allusion à « l'Humain d'abord »...

Quoi qu'il en soit, il est possible de gagner sur la question du théâtre. Nous voyons bien se créer une véritable opposition à ce projet éminemment politique. Cette opposition rassemble très largement des citoyenNEs, des acteurs du milieu artistique ou encore des partis politiques. Le NPA et son élue Maryse Desbourdes jouent un rôle au conseil municipal et dans la mobilisation, pour une alternative sociale et politique, une opposition de gauche.

Alexandre Raguet



DR

Martel (Lot): No gazaran!

Après une nouvelle réunion publique à Martel regroupant 40 personnes (une dizaine s'étant excusée), le combat contre le gaz de schiste s'accroît. Après que la demande de recherche des sources d'énergie de toute nature (schiste, houille) déposée par la société Hexagon (basée à Singapour) a été reconnue recevable par les autorités, le collectif, créé en janvier, multiplie les initiatives.

Ce collectif regroupe des militants politiques, associatifs, écologiques ainsi que des habitantEs de la région (retraitéEs, actifs, préhistoriens, géologues, commerçants, paysans, etc.) et a la sympathie d'une bonne partie de la population. Il commence à recevoir le soutien de personnalités comme Bruno Masure et Patrick Sébastien. La pétition, lancée en février, regroupe déjà des centaines de signatures et continue de circuler largement sur les marchés et les commerces. Six réunions publiques sont prévues dans les petits villages, souvent avec le soutien des maires. Ainsi la première, organisée à l'hôpital Saint-Jean le 29 mars a regroupé 70 personnes avec le soutien du maire qui avait fait distribuer le tract à tous les habitantEs. Une grande réunion va avoir lieu à Martel en mai. Des banderoles sont installées sur les principaux axes routiers avec le soutien des agriculteurs. L'ensemble des éluEs de la région va être interrogé par les militants du collectif. France 3 est venu faire une émission spéciale à Martel, et les médias locaux, presse et radio, sont aussi présents.

La position très conciliante du maire donne lieu à de nombreux commentaires critiques. L'inquiétude est d'autant plus grande que les premiers camions vibreurs destinés à sonder les sols ont fait leur apparition. Mais la volonté de se battre est présente. Comme disent quelques habitantEs, « ils vont savoir qu'on est une région de résistance ». Cerise sur le gâteau, les Renseignements généraux sont sur la piste et s'inquiètent de ce collectif « sorti de nulle part, sans chef ». Un collectif qui fait tant d'agitation. La mobilisation continue.

Correspondant

campagne emploi

Défendre la convergence des luttes

La convergence des luttes vertèbre l'intervention des militantEs du NPA. Ce n'est pas un supplément d'âme ou une spécificité pour exister, mais une nécessité pour remporter des victoires même partielles, du fait des rapports de forces dégradés.



Meeting pour la convergence des luttes le 24 janvier 2013 à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MLO

La situation de crise du capitalisme et les choix politiques du Medef assumés par le gouvernement de Hollande dans la continuité de Sarkozy pour maintenir coûte que coûte les profits, imposent dans chaque conflit de ne pas cantonner la lutte dans l'entreprise. Avec la complicité des organisations syndicales qui signent des accords et le soutien du gouvernement qui les transpose en loi (comme l'ANI), le Medef démantèle tous les droits collectifs et cherche à isoler, entreprise par entreprise, individu par individu pour imposer la baisse du coût du travail. Et dès que des salariéEs résistent, comme à PSA, Goodyear, Arcelor mais aussi les enseignantEs

contre les rythmes scolaires, le gouvernement prend position politiquement et par l'intervention de la police contre les travailleurEs en lutte.

Ce qui fait de chaque lutte contre des licenciements, contre des accords de compétitivité, ou un projet de réduction des dépenses publiques une lutte politique, posant le problème : qui décide ? pour quels intérêts ?

Face aux difficultés

La première difficulté est l'attaque en rafale (blocage voire baisse des salaires, remise en cause du temps de travail, du montant des retraites, des durées de cotisations, des plans de licenciements...) qui

visent à écraser le monde du travail sous un effet de fatalité. La deuxième difficulté est la désorganisation du mouvement ouvrier : face à une telle offensive, il faudrait être bien organisé, opposer le front uni de touTEs les salariéEs, travailler à un plan d'action pour résister et reprendre l'offensive. ChacunE peut voir qu'on est loin du compte, et que ce n'est pas du tout la préoccupation des directions syndicales. Le congrès de la CGT a été une récente illustration du décalage entre les demandes des syndiquéEs et le refus de la direction d'y répondre de manière centralisée.

Les équipes militantes se heurtent aux difficultés pour convaincre de la nécessité et de la possibilité

de se battre. Lorsque les bagarres s'engagent, la détermination et les moyens d'action diffèrent suivant les échéances internes, mais aussi les orientations des équipes militantes qui ne trouvent aucun relais centralisateur dans les structures syndicales. La lutte exemplaire des PSA Aulnay montre que sans victoire, même partielle ou symbolique, il est extrêmement difficile d'étendre la grève, alors que les attaques se développent dans le reste du groupe PSA et dans de nombreuses petites entreprises isolées.

Une question politique

Cet ensemble pose la nécessité de construire des cadres de convergence utiles pour les équipes en lutte, c'est-à-dire intersyndicaux et représentant les salariéEs mobiliséEs. Cela veut dire trouver les moyens de travailler ensemble, malgré les différences d'appréciation, politiques ou de choix syndicaux. Isolée, chaque lutte risque de perdre et chaque défaite de renforcer le climat de démoralisation. Il y a donc urgence à trouver des objectifs communs et des initiatives pour les populariser et reconstruire le rapport de forces en faveur du monde du travail.

La base de ce regroupement se fera autour d'objectifs politiques : interdire les licenciements, partager le travail, rendre publics les comptes des entreprises et des actionnaires. Les salariéEs mobiliséEs pourront exiger des forces politiques et syndicales un soutien à des initiatives de manifestations nationales pour construire la véritable convergence des luttes, la généralisation des grèves seule capable d'imposer ces revendications.

Cathy Billard

LE N°42 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE



Vous trouverez dans ce numéro :

- sur le Mali : contre l'intervention impérialiste et l'union nationale,
- sur le Venezuela : le peuple qui s'est fait « Président »,
- sur l'éducation nationale : continuité politique et mobilisations,
- sur l'ANI : le gouvernement fait la loi du Medef,

et bien d'autres sujets encore...

Vous pouvez vous le procurer

en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.

Poitiers (Vienne): une première initiative sur l'écossocialisme réussie

Mardi 2 avril, 65 personnes – jeunes, plus anciens, beaucoup de camarades d'Amérique latine et notamment du Brésil – sont venues participer à la réunion publique sur l'écossocialisme avec Michael Löwy. C'était une première pour Poitiers : une initiative publique sur l'écossocialisme organisée par le NPA, le Parti de gauche, la Gauche anticapitaliste et les Alternatifs. Cette réunion a été l'occasion de revenir sur les différentes crises écologiques, leurs niveaux, les inquiétudes qu'elles distillent, mais aussi leurs combinaisons avec les crises sociales et économiques. Il s'agit donc d'une crise systémique, une crise profonde. Mais nous avons

aussi discuté de sujets concrets. Par exemple, nous sommes tous tombés d'accord pour dire que la transition vers l'écossocialisme peut commencer maintenant. Pas besoin d'attendre la sortie du capitalisme pour sortir du nucléaire ou pour imposer les transports publics gratuits, ces combats quotidiens qui font aussi partie du large combat pour l'écossocialisme. Plus concret encore, nous avons longuement débattu sur la possibilité de mettre en place des transports publics gratuits à Poitiers. Des interventions intéressantes ont précisé qu'il fallait lier à cette revendication celle d'un nouvel urbanisme, afin de réduire les écarts entre domicile et lieu de travail. Mais cela doit aussi passer par une baisse drastique des prix des

loyers en ville pour rester proches des activités économiques, culturelles et sociales.

Ce fut donc une rencontre prometteuse, tant sur la qualité de l'intervenant qui n'est plus à démontrer, que sur la richesse du débat. De bon augure dans l'optique de la création d'un large rassemblement d'opposition rouge et vert à l'austérité, au consumérisme, à la pauvreté, à la pollution et aux replis identitaires. Mais cela n'est qu'un début, qui peut se poursuivre par une victoire à NDDL, ou encore sur la LGV Poitiers-Limoges. L'optique des municipales et d'un large front anti-austérité pour une alternative à gauche doit aussi nous motiver, toutes et tous, notamment pour avancer sur la question des transports gratuits.

A.R.

EXPOSITION

« Plus groyez en moâ l'Anche ti Pizarre ? »

Empruntant son titre à une nouvelle d'Edgar Poe, l'Ange du bizarre, l'exposition actuellement présentée au musée d'Orsay vaut par le nombre et la qualité des œuvres réunies, mais aussi par son thème très actuel, « le noir ». L'ange du bizarre. Le romantisme noir de Goya à Max Ernst. Au musée d'Orsay jusqu'au 9 juin.

La nouvelle de 1844, sous-titrée « Une extravagance », rapporte les effets d'une beuverie monumentale où le narrateur (l'auteur étant lui-même expert en ce domaine) est burlesquement puni de son scepticisme rationna-



Friedrich Wilhelm Murnau (1888-1931)
Faust, une légende allemande (Faust - Eine deutsche Volkssage). Allemagne, 1926
© FRIEDRICH-WILHELM-MURNAU-STIFTUNG

liste par un « ange » dépourvu d'ailes mais doté d'un accent germanique prononcé (« Gu'ai-che avaire t'elles? Me brenez-phis bur un boulet? ») et de capacités de nuisance sans limites. Parodie burlesque de divers genres littéraires alors en vogue aux États-Unis et satire narquoise d'une « religion du progrès » que Baudelaire dénoncera aussi, le récit de Poe est loin de correspondre à la tonalité générale des quelque deux cents œuvres rassemblées au musée d'Orsay, où ne perce qu'exceptionnellement l'humour, « noir » ou non. Il s'agit plutôt d'illustrer « le romantisme noir de Goya à Max Ernst », comme le spécifie le sous-titre de l'exposition qu'appuie en exergue une formule du William Shakespeare de Victor Hugo, « Nous n'avons que le choix du noir ». La séduction que continue d'exercer « le noir » même de nos jours (et sur laquelle table évidemment le musée pour attirer les visiteurs) a-t-elle pour seule source le « romantisme noir », défini par les organisateurs comme « un courant artistique qui traverse la peinture, la sculpture et les arts graphiques européens tout au long du XIXe siècle, et dont le but semble de vouloir fasciner par l'horreur et le trouble »? N'aurait-elle pas aussi des causes sociales et politiques liées au

développement du capitalisme et du colonialisme, expressément dénoncé par William Blake dès 1793? Telle est la question non formulée mais qui s'impose tout au long du parcours proposé, menant des « quatre foyers du romantisme noir » à ses « mutations symbolistes » puis à sa « redécouverte surréaliste » en tant que « forme ancienne de subversion », accordant « une importance créatrice et poétique au hasard, au rêve et à l'abdication de la raison »...

L'expression « romantisme noir » est due à l'universitaire italien Mario Praz, auteur en 1930 d'une longue étude sur l'influence littéraire du roman noir ou gothique, qu'il fallut attendre 1977 pour lire en français (*La Chair, la Mort, le Diable dans la littérature romantique*) d'après de plus récentes éditions italiennes. Benedetto Croce critiqua aussitôt l'ouvrage comme superficiel et sans méthode, gommant les spécificités socio-historiques des divers courants romantiques aussi bien que du « décadentisme » de d'Annunzio, dont Praz fut l'admirateur et l'éditeur. Encore ne s'agissait-il là que de littérature, Praz s'aventurant relativement peu du côté des arts plastiques. À tenter de transposer les catégories de Praz dans ce dernier domaine, l'exposition ne peut en éviter les défauts, rapprochements superficiels et regroupements abusifs, laissant à penser par exemple que des contemporains comme Füssli, Blake et Goya avaient les mêmes raisons de « broyer du noir », ou que leurs œuvres procédaient d'un « bizarre » similaire. Mais pour Füssli, Blake, Goya, Friedrich, Carus, Böcklin et des dizaines d'autres grands peintres rarement présentés en France, si l'on en a le temps et les moyens, la visite ne décevra pas, prenant assez souvent des allures d'enchantement.

Gilles Bounoure

Essai

AMÉRIQUES LATINES: ÉMANCIPATIONS EN CONSTRUCTION



COORDONNÉ
PAR FRANCK
GAUDICHAUD,
Éditions Syllepse,
8 euros

Ce livre donne un bon aperçu des potentialités révolutionnaires qu'a connues le continent hispano-américain ces douze dernières années. Percutés par les politiques néolibérales ou les atteintes aux droits démocratiques et la répression, les peuples se sont rebellés. Manifestations, grèves, explosions sociales, insurrections ont marqué la vie sociale et politique de pays comme l'Argentine, le Mexique, le Honduras, la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela. Au-delà de ces luttes sociales et démocratiques, ont surgi des gouvernements qui ont amorcé des politiques de rupture avec l'impérialisme, des politiques de redistribution qui ont amélioré les conditions de vie des classes populaires. Chavez, et son gouvernement, a été un de ceux qui sont allés le plus loin dans cette voie. Dans la confrontation entre ces gouvernements, l'impérialisme et les classes dominantes locales, les masses se sont engouffrées pour exiger leurs droits. Comme l'a expliqué Trotski, repris par Chavez, « la révolution avance souvent sous le fouet de la contre-révolution ». C'est souvent ce qui a rythmé les développements révolutionnaires dans ces pays. C'est aussi une différence entre les gouvernements qui se sont inscrits dans le sillon de Chavez, et le social-libéralisme de Lula ou le « néo-désarollisme » (néodéveloppementisme) des Kirchner en Argentine.

Mais après ces dix dernières années, s'il faut souligner les ruptures partielles, il faut aussi enregistrer que ces gouvernements n'ont pas transformé radicalement la structure économique de ces pays et en particulier les rapports de propriété capitaliste, d'où la place décisive des mobilisations populaires pour faire bouger les lignes. C'est tout l'intérêt du livre présenté par Franck Gaudichaud, qui présente une série d'expériences de mobilisations et d'auto-organisation sociale, particulièrement le mouvement des sans-terre au Brésil, l'ethnicisation de l'expérience du MAS bolivien, la singularité des « entreprises récupérées » en Argentine, le contrôle ouvrier et la gestion de l'entreprise Sidor au Venezuela, et le mouvement féministe au Mexique. Des expériences qui montrent les potentialités de pouvoir populaire dans cette période de montée des luttes, période qui arrive aujourd'hui à un point tournant.

François Sabado

ROMAN

ACHARNEMENT, Mathieu Larnaudie, Actes Sud, 19 euros
Le narrateur, ancienne « plume » au service d'un ministre, se retire à la campagne après une défaite électorale, obsédé par l'écriture du discours politique parfait. Sa retraite solitaire est bientôt troublée par des corps de suicidéEs, tombant du haut d'un viaduc dans son jardin. Mathieu Larnaudie entremêle de manière subtile dans ce roman, le processus d'écriture et de fabrication des discours politiques, à l'absurdité métaphorique des corps qui chutent. Au travers de son narrateur, l'auteur décrypte avec efficacité ce qui se joue dans les coulisses du pouvoir, son langage et ses stratégies.
Céline



MUSIQUE

AFRICA IN AMERICA. ROCK, JAZZ & CALYPSO. 1920-1962, Frémeaux & associés.
Lorsque le jazz commença dans les années 20, les influences africaines étaient évidentes. Toutefois ces musiciens pas encore désignés d'afro-américains n'étaient pas épargnés par la vision fantasmée et raciste d'un espace géographique sauvage, où les hommes auraient conservés une certaine « animalité ». Au fil du temps, la prise de conscience s'aiguise, et la « redécouverte » du continent dans sa diversité et sa profondeur civilisationnelle (*Night in Tunisia* de Dizzie Gillespie), ainsi que de son influence sur la culture des descendants d'esclaves (*Mardi Gras in New Orleans* par Fats Domino), teintent désormais de plus en plus les œuvres produites. Le processus de décolonisation achève ensuite de désintoxiquer la parole et les instruments (*Afrique d'Art* Blakley ou *Garvey's ghost* de Max Roach). Cette compilation retrace le parcours de cette évolution politique des représentations de l'Afrique au cœur des musiques dites noires.
King Martov



MUSIQUE

99%, Ska-P, distribution Warner, 15 euros
Cinq ans après *Lagrimas y gozos*, le groupe anarchiste Ska-P est de retour avec un septième album, sobrement intitulé *99%*, en hommage au slogan du mouvement Occupy Wall Street. 15 titres auto-produits, fidèles aux idées et au style de ce groupe : ode au village andalou autogéré de Marinaleda, dénonciation de la société d'hyper-consommation, des mensonges médiatiques et de la propagande libérale, hommage aux peuples d'Afrique victimes de la barbarie impérialiste. Le tout sur leurs habituels rythmes ska-punk endiablés et festifs, qui ont fait la réputation de ce groupe engagé depuis 20 ans au côté des opprimés. Leur tournée a d'ailleurs été lancée à Marinaleda le 28 février, en soutien au Syndicat des travailleurs andalous.
Yoann Ségui



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs/précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :		CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755			
Titulaire du compte		Établissement teneur du compte	
Nom :		Banque :	
Prénom :		Adresse :	
Adresse :		Code postal :	
Code postal :		Ville :	
Ville :		Mail :	
Mail :			

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

600 000 €
(environ...)

C'est, d'après Jérôme Cahuzac lui-même, la somme d'argent restant actuellement sur un compte bancaire «à l'étranger». À cette étape, nous n'en saurons donc pas plus sur le volume global des sommes déposées «à l'étranger» par l'ex-ministre depuis plusieurs années. Sans même parler de l'origine de cet argent si durement accumulé...

MARSEILLE Réfléchir à l'ombre des violences

Marseille est devenue un alléchant sujet pour la presse : 24 morts par balle en 2012, un jeune à nouveau abattu par un policier ces dernières semaines, des fusillades en plein centre-ville, quatre dirigeants socialistes de haut rang qui sombrent dans divers ennuis judiciaires...

Nombreux sont les politiques qui tentent de focaliser le débat sur cette situation d'insécurité. Si «l'État de droit a déserté» les cités marseillaises, c'est en premier lieu du fait d'un système clientéliste, qui ajoute à la précarité sociale une pratique politique où logements, subventions aux associations ou emplois sont devenus une monnaie d'échange électoral, voire mafieuse, et non un droit. Alors que ce système est en crise du fait des diminutions des budgets publics et des affaires judiciaires, la précarité sociale n'en finit plus de se développer et le système s'effondre. Au-delà de la violence médiatique et meurtrière se cache une violence des rapports sociaux. En l'absence de régulation institutionnelle, de réponse politique à cette violence sociale, tant sur le terrain de l'emploi que de la sécurité individuelle et collective, des habitants cherchent leurs propres solutions.

Combat contre l'insécurité sociale, policière ou mafieuse
Il est temps de prendre en main cette question. Ainsi, nous pourrions ouvrir le champ des possibles et répondre de manière globale au problème des violences. En l'absence d'organisation collective de la vie de la cité, ce sont les réseaux, les mafias qui viennent combler cette faille. La première tâche doit être de désarmer la police immédiatement et lui couper ses velléités répressives, mais cela ne permettra pas de désarmer la mafia. Un troisième pôle doit donc s'affirmer, entre la violence politique et sociale et la violence mafieuse qui ne sont que les deux faces d'un même système. Ce pôle ne peut émerger que des habitants eux-mêmes. Pas de solutions toute faite mais une démarche : celle de l'éducation populaire, de l'action sociale, de la lutte pour l'emploi, des solidarités. Une telle «autorité» ne peut donc se constituer que comme le

fruit de l'élaboration collective de «ceux d'en bas», rompant avec les institutions existantes pour en dessiner de nouvelles.
Kevin Vay

Article en intégralité : <http://blogs.mediapart.fr/blog/kevin-vacher/020413/marseille-reflechir-lombre-des-violences>

NO COMMENT
J'ai joué mon rôle, tout mon rôle, rien que mon rôle (...) Ce gouvernement a l'exigence de l'exemplarité et de l'honnêteté
PIERRE MOSCOVICI, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, mercredi 3 avril sur l'antenne de RTL

JUSTICE Solidarité avec les Cannabis social club

Ces dernières semaines, une petite vingtaine de Cannabis social clubs (CSC) se sont présentés en préfecture pour déposer leurs statuts associatifs, notamment en Loire-Atlantique, Vendée, Creuse, Charente-Maritime, Indre-et-Loire ou en Haute-Vienne.

Les CSC sont des groupements de personnes qui cultivent du cannabis et se partagent leur production sans en faire commerce. Cette campagne de déclaration en préfecture vise à imposer un débat public en la matière. C'est aussi une réponse à la convocation au tribunal de Tours le 8 avril prochain de Dominique Broc, porte-parole du mouvement (voir *Tout est à nous* n°186). Cette convocation est encore une fois la preuve de la difficulté en France à avoir un réel débat sur cette question de la dépénalisation/légalisation qui revient sans cesse dans l'actualité. La loi française a beau être une des plus répressives en Europe, elle permet aux trafics et à leurs mafias de prospérer. Et cette prohibition sert en particulier à justifier une répression des usagers ciblant particulièrement la jeunesse des quartiers populaires, ajoutant ainsi harcèlement policier et acharnement judiciaire aux discriminations, aux inégalités et à l'injustice sociale dont cette partie de la population est déjà victime.

Sortir de l'hypocrisie
Il est plus que temps de discuter sérieusement d'une véritable politique qui mêle dépénalisation et prévention par rapport à l'usage des drogues. Une légalisation de l'usage et de la vente du cannabis est souhaitable. Elle permettrait d'encadrer une consommation bien réelle : plus de 30% des Français (15-64 ans), soit plus de 13 millions de personnes, déclarent avoir consommé du cannabis au moins une fois dans leur vie. C'est aussi le meilleur moyen d'assurer une véritable prévention et d'en finir avec les trafics. C'est pour toutes ces raisons que les militants du NPA seront présents au côté de Dominique Broc et de ses soutiens le 8 avril au tribunal. La mobilisation du «peuple de l'herbe» est en marche. Elle se poursuivra dans les semaines et les mois à venir.
Correspondant
Plus d'infos : <http://cscf.eu/> et <http://cannabissansfrontieres.org/>

Georges Abdallah Renforcer le soutien

Cela fait maintenant quinze mois qu'une huitième demande de libération conditionnelle a été déposée par Georges Abdallah.



Quinze mois de procédures inutiles puisque faisant l'objet d'obstruction systématique des autorités françaises, judiciaires comme politiques. Quinze mois au cours desquels, de reports d'audiences en refus de signature d'un arrêté d'expulsion vers le Liban, le gouvernement français a pu dérouler la panoplie complète de son savoir-faire pour maintenir Georges Abdallah en prison. Les nouvelles dates de ce mauvais feuilletage arrivent à échéance dans les prochains jours : jeudi 4 avril avec le résultat du pourvoi en cassation intenté par le parquet général dirigé par Mme Taubira, et le 11 avril par une audience de la cour d'appel.

Protestation internationale
Une nouvelle fois, des rassemblements se sont tenus à Paris, Pau et Toulouse le 21 mars. De Georges Abdallah, il fut aussi question au Forum social mondial de Tunis où le collectif tunisien pour sa libération, ainsi que des membres la délégation palestinienne, ont participé à la manifestation en arborant banderoles et affiches exigeant sa libération. Chaque jour à Beyrouth est organisé un rassemblement devant l'ambassade de France.

Mercredi 20 mars, les militantEs de l'UJDL (union de la jeunesse pour la démocratie au Liban, proche du PCL) étaient attendus par des civils brandissant des armes, alors qu'ils manifestaient devant le domicile de l'ambassadeur de France. Mais c'est la totale désaffection des directions de la gauche française persistant à refuser à intervenir dans ce scandale politique et judiciaire, qui reste un des plus sûrs soutiens aux impérialistes français, étatsuniens et israéliens pour maintenir notre camarade en prison. C'est maintenant au tour des soutiens de passer en procès. Vendredi 5 avril à 13 h30, 10^e chambre du palais de justice de Paris, le collectif pour la libération de Georges Abdallah passe en procès pour une manifestation non déclarée en préfecture. Alain Pojolat, membre du collectif et du NPA, est accusé d'en avoir été l'organisateur. Le collectif appelle donc touTEs les militantEs anti-impérialistes et anticapitalistes à venir à cette occasion témoigner de leur soutien. Libérez Georges Abdallah Dénonçons les tentatives d'intimidation!
Correspondant



TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : Ross Harrold
Secrétaire de rédaction : Manu Bichindaritz
Rédacteur graphiste : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT*

COUP POUR COUP 31, collectif anti-impérialiste toulousain